

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

*Avril 2012*

Directeur de la publication : Guillaume Boudy  
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie  
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard  
Contact : Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication  
Secrétariat général  
Service des affaires financières et générales  
Sous-direction des affaires immobilières et générales  
Mission de la politique documentaire  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)  
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou**

- Page 9 Décision n° 0072-N du 2 avril 2012 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

### **Création artistique - Musique, danse, théâtre et spectacles**

- Page 16 Délibération du 12 avril 2012 du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité de la musique portant modification du traitement automatisé d'informations nominatives créé le 8 juillet 1999.

### **Éducation artistique - Enseignement - Formation - Recherche**

- Page 16 Arrêté du 7 mars 2012 portant reconnaissance d'équivalence au diplôme d'État de professeur de danse (M<sup>me</sup> Melissa Sue Moritel).
- Page 16 Arrêté du 7 mars 2012 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse.
- Page 17 Arrêté du 7 mars 2012 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse.
- Page 17 Arrêté du 21 mars 2012 portant classement de l'école municipale de musique de Feyzin en conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal.
- Page 18 Arrêté du 4 avril 2012 fixant la liste des diplômés 2011 de l'École nationale supérieure des arts décoratifs.
- Page 19 Décision du 12 avril 2012 portant délégation de signature à l'École du Louvre.
- Page 20 Arrêté du 18 avril 2012 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière.
- Page 21 Arrêté du 18 avril 2012 portant habilitation de l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse.

### **Médias et industries culturelles - Audiovisuel, cinématographie**

- Page 21 Arrêté du 27 avril 2012 portant nomination à la commission des aides aux cinémas du monde.

### **Médias et industries culturelles - Livre et lecture**

- Page 22 Arrêté du 2 avril 2012 portant nomination du président et de membres de la commission Diffusion du Centre national du livre.

**Patrimoines - Administration générale**

- Page 22 Instruction n° 2012/004 du 12 avril 2012, aux services déconcentrés, relative à la gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

**Patrimoines - Archéologie**

- Page 31 Décision n° 2012-DG/12/0032 du 11 avril 2012 portant délégation de signature au directeur de l'administration et des finances et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

**Patrimoines - Architecture**

- Page 32 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ohad Abisoror).
- Page 33 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tae-Jun Ahn).
- Page 33 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Viet-Hung Duong).
- Page 33 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Fadil Foondun).
- Page 34 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Charbel Ghanem).
- Page 34 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Claudia Hernandez Nass).
- Page 35 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hwan-Chul Kim).
- Page 35 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Sung-Hun Kim).
- Page 35 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Alexandra Lazic).
- Page 36 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ming-Hua Lee).
- Page 36 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Yu Seong Lee).
- Page 36 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Yunmi Lee).
- Page 37 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Carlos Moraga Mansoulet).
- Page 37 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Zena Nacouz).
- Page 37 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Shinku Noda).
- Page 38 Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Eddouha Oulkadi).

Page 38	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Navaei Parvaneh).
Page 38	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Rym Raoui).
Page 39	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Onur Sagkan).
Page 39	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Khaldoun Sektaoui).
Page 39	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hessam Khorasami Zadeh).
Page 40	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Nassima Zaïdat).
Page 40	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Xiangying Zhao).
Page 40	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ling Zhong).
Page 41	Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Noura Zorgati).
Page 41	Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Halima Keraghel).
Page 41	Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chang Dong Kim).
Page 42	Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Lissette Ruiz Rodriguez).
Page 42	Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Kateryna Zhyrova).
Page 42	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Vaheh Amirjanians).
Page 43	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Othmane Aoujil).
Page 43	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Aicha Baya Benchikh El Fegoun).
Page 43	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Amel Benyamina-Bouamarane).
Page 44	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chi Yeu Duong).
Page 44	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Kahina Dutey).
Page 44	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Youssef El Kabbaj).
Page 45	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Chafia Gaïd).

Page 45	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mamoun Hamoui-Fahham).
Page 45	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Won Chul Kim).
Page 46	Décision du 22 février 2012 portant autorisation de réaliser un projet déterminé en France (M. Charles Mador).
Page 46	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Raymond Namyou).
Page 46	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Francisco Prado Salazar).
Page 47	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Herizo Randrianarison).
Page 47	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Linda Razki).
Page 47	Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Lounis Yacia).
Page 48	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Alia Dinally).
Page 48	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Amir Douzi).
Page 48	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Déric Fourie).
Page 49	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Tien-Hung Hwang).
Page 49	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Seung Bok Jeong).
Page 50	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Bing Li).
Page 50	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Sheng Li).
Page 50	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Guo Hong Song).
Page 51	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M <sup>lle</sup> Josyane Tchanque).
Page 51	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chiefeng Tsai).
Page 51	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Dashan Yang).
Page 52	Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tarek Zouai).
Page 52	Décision du 26 avril 2012 portant reconnaissance de qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte en France (M <sup>me</sup> Ethel Buisson).

- Page 52 Décision du 26 avril 2012 modifiant la décision du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Amirouche Moukneche).

### **Patrimoines - Archives**

- Page 53 Circulaire n° 2012/005 (DGP/SIAF/2012/006) du 16 avril 2012 relative au tri et à la conservation des archives produites par les laboratoires d'analyses publics ou chargés d'une mission de service public (modification de la circulaire conjointe n° DPACI/RES/2008/018 du 31 décembre 2008 et n° DGAL/MAPP/N2009-8029 du 21 janvier 2009).

### **Patrimoines - Monuments historiques**

- Page 55 Arrêté du 25 avril 2012 portant nomination au conseil d'orientation du domaine national de Chambord.

### **Patrimoines - Musées**

- Page 55 Décision n° 2012-01 du 4 avril 2012 portant délégation de signature à la Maison de l'histoire de France.
- Page 56 Décision n° DFJ/DAMT/2012/06 du 5 avril 2012 modifiant la décision n° DFJ/DAMT/2011/28 du 5 décembre 2011 portant délégation de signature au musée du Louvre.
- Page 56 Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination au conseil scientifique de l'établissement public du musée national Picasso-Paris.

## **Mesures d'information**

- Page 57 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 67 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

- Page 69 Annexe de l'arrêté MCCC1207059A du 30 mars 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO* du 12 avril 2012) (Arras).
- Page 70 Annexe de l'arrêté MCCC1207061A du 30 mars 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO* du 13 avril 2012) (Baugé).
- Page 71 Calendrier 2012 des recrutements pour l'accès en formation initiale et continue organisés par les établissements d'enseignement supérieur habilités (diplôme d'État de professeur de musique).
- Page 75 Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 12I).
- Page 77 Bulletin d'abonnement





# Mesures de publication et de signalisation

## CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

### Décision n° 0072-N du 2 avril 2012 portant délégation de signature au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 modifiée portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2012 portant nomination de M. Alain Seban en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 2 avril 2012 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 2007 nommant M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à compter du 27 août 2007 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2009 nommant M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel à compter du 12 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 novembre 2010 maintenant M. Alfred Pacquement en position de directeur du département du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2010 et jusqu'au 31 août 2013 ;

Vu les décisions du président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou en date :

- du 17 décembre 2003 modifiée portant organisation des services du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

- du 4 septembre 2008 nommant M<sup>me</sup> Bakta Thirode administratrice du département du développement culturel à compter du 1<sup>er</sup> août 2008,

- du 29 décembre 2008 nommant M<sup>me</sup> Françoise Pams directrice de la communication et des partenariats à compter du 8 décembre 2008,

- du 2 juin 2009 nommant M. Jean-Marc Auvray directeur juridique et financier à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009,

- du 5 août 2009 nommant M. Nicolas Roche directeur des éditions, à compter du 24 août 2009,

- du 19 mai 2010 nommant M<sup>me</sup> Catherine Perdrial administratrice du musée national d'Art moderne - Centre de création industrielle à compter du 1<sup>er</sup> juin 2010,

- du 14 juin 2010 nommant M. Daniel Guérin directeur des ressources humaines à compter du 14 juin 2010,

- du 21 janvier 2011 nommant M. Alain Rossi, directeur des systèmes d'informations et télécommunications, à compter du 14 février 2011,

- du 8 mars 2011 nommant M. Tami Mouri directeur du bâtiment et de la sécurité à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011,

- du 23 mars 2011 nommant M. Stéphane Guerreiro directeur de la production à compter du 28 mars 2011,

- du 14 septembre 2011 nommant M. Quentin Loiseleur chef de cabinet du président à compter du 15 septembre 2011,

- du 15 décembre 2011 nommant M. Bernard Blistène directeur de la direction des publics par intérim à compter du 12 décembre 2011,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Seban, président, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 8 du décret du 24 décembre 1992 susvisé et entrant dans le cadre de ses compétences.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 90 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;

- les ordres de service d'un montant inférieur à 90 000 €HT sur marchés notifiés ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats et conventions ;
- les attestations de service fait ;
- les nantissements de marché ;
- les décisions de rejet de candidatures et d'offres.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Carol Thomas, chef du service de l'achat public, adjointe au directeur juridique et financier et à M. Igor Boïko, chef du service des finances et du contrôle de gestion par intérim, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces, à l'exception des ordres de mission et des décisions de tarifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, de M<sup>me</sup> Carol Thomas, chef du service de l'achat public, adjointe au directeur juridique et financier et de M. Igor Boïko, chef du service des finances et du contrôle de gestion par intérim, délégation de signature est donnée à M. Francis Trépout, responsable fiscalité et recettes, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les actes de recettes d'un montant inférieur à 90 000 €HT.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, de M<sup>me</sup> Carol Thomas, chef du service de l'achat public, adjointe au directeur juridique et financier et de M. Igor Boïko, chef du service des finances et du contrôle de gestion par intérim, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-Christine Alvès Condé, chef du service juridique et des archives, à l'effet de signer :

- les copies certifiées conformes des contrats et conventions ;
- les attestations de service fait ;

- les nantissements de marché ;
- les décisions de rejet de candidatures et d'offres.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Jean-Marc Auvray, directeur juridique et financier, de M<sup>me</sup> Carol Thomas, chef du service de l'achat public, adjointe au directeur juridique et financier et de M. Igor Boïko, chef du service des finances et du contrôle de gestion par intérim, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Marie-José Roumégoux, attachée de gestion au pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes des contrats d'acquisition ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, responsable de la gestion administrative et financière du département, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, de M<sup>me</sup> Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle et de M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, responsable de la gestion administrative et financière du département, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Séverine Monnier, assistante de gestion, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Alfred Pacquement, directeur du département du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, de M<sup>me</sup> Catherine Perdrial, administratrice du musée national d'Art moderne-Centre de création industrielle, de M<sup>me</sup> Alexia Szumigala, responsable de la gestion administrative et financière du département, et de M<sup>me</sup> Séverine Monnier, assistante de gestion, délégation de signature est donnée à M. Didier Schulmann, chef du service de la bibliothèque Kandinsky, et à M<sup>me</sup> Nathalie Cissé, coordinateur prêts, acquisitions et gestion de la bibliothèque Kandinsky, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à M. Roger Rotmann, directeur adjoint et à M<sup>me</sup> Bakta Thirode, administratrice du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Bernard Blistène, directeur du département du développement culturel, de M. Roger Rotmann, directeur adjoint et de M<sup>me</sup> Bakta Thirode, administratrice du département du développement culturel, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Criqui, chef du service de la parole, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, et à M<sup>me</sup> Sylvie Pras, chef du service des cinémas, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, les décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 €HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Anne Poperen, chef du service administratif et financier, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M<sup>me</sup> Anne Poperen, chef du service administratif et financier, directrice adjointe, délégation de signature est donnée à M. Bruno Rodriguez, adjoint au chef de service administratif et financier, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur

à 15 000 €HT à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les certificats administratifs ;

et pour le seul service administration et finances, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M<sup>me</sup> Anne Poperen, chef du service administratif et financier, directrice adjointe, délégation de signature est donnée à M. Yvon Figueras, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, décisions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Stéphane Guerreiro, directeur de la production et de M<sup>me</sup> Anne Poperen, chef du service administratif et financier, directrice adjointe, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Laurie Szulc, chef du service audiovisuel, à M<sup>me</sup> Annie Boucher, chef du service de la régie des œuvres, à M<sup>me</sup> Marjolaine Beuzard, adjointe au chef du service de la régie des œuvres, à M<sup>me</sup> Ariane Coulondre, chef du service des collections, à M. Hugues Fournier-Montgieux, chef du service de la régie des salles et à M. Gilles Carle, chef du service des ateliers et moyens techniques, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 6.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 €HT sur marchés notifiés ;

- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, chef du service du bâtiment, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint au directeur du bâtiment et de la sécurité, chef du service du bâtiment, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Dany Culotti, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint, chef du service du bâtiment, délégation de signature est donnée à M. Louis Corno, chef du service de sécurité et à M<sup>me</sup> Sarah Meneleck, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Tami Mouri, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Sébastien Dugauguez, directeur adjoint, chef du service du bâtiment, délégation de signature est donnée à M. Patrice Turlure, responsable du pôle



conduite des installations techniques, à M. Emmanuel Haacke, responsable du pôle maîtrise d'ouvrage, à M. Bernard Espinasse, responsable du pôle travaux maintenance, à M. Patrick Lextraît, responsable du pôle logistique d'aménagement, à M. Laurent Baron, responsable du pôle intendance, à M. Laurent Taubin, responsable du pôle technique et à M. Denis Benoist, responsable du pôle opérationnel incendie, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 7.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim et de M<sup>me</sup> Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics, délégation de signature est donnée à M. Franck Moulai, chef du service du développement des publics, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Bernard Blistène, directeur de la direction des publics par intérim, de M<sup>me</sup> Cléa Richon, directrice adjointe au directeur des publics et de M. Franck Moulai, chef du service du développement des publics, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Josée Chapelle, chef du service de l'information des publics et de la médiation, à M. Benoît Sallustro, chef du service de l'accueil des publics, à M<sup>me</sup> Nicole Richy, déléguée au développement touristique, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 8.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Nicolas Roche, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, délégation de signature est donnée à M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Nicole Parmentier, responsable de pôle dépenses, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M. Matthias Battezzini, responsable du pôle recettes, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et les parrains ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial,

directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Claudine Guillon, attachée principale au service de l'iconographie et de la gestion des droits, à M<sup>me</sup> Emmanuelle Bermes, chef du service multimédia, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les courriers de négociation des droits de reproduction des images pour la France et l'étranger ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Nicolas Roche, directeur des éditions, et de M. Jean-Christophe Claude, chef du service éditorial, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Françoise Marquet, responsable du pôle éditorial, à M<sup>me</sup> Marie-Sandrine Cadudal, chef du service commercial, à M. Benoît Collier, responsable du pôle commercial, à M<sup>me</sup> Josiane Peperty, responsable du pôle ventes et stocks, à M<sup>mes</sup> Bernadette Borel et Audrey Chenu et à MM. Patrice Henry et Martial Lhuillery, chefs du pôle de fabrication, à M<sup>me</sup> Rose-Marie Ozcelik, assistante juridique chargée des droits sur Internet, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

**Art. 9.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, délégation de signature est donnée à M. Marc-Antoine Chaumien, directeur adjoint à la directrice de la communication et des partenariats et à M<sup>me</sup> Stéphanie Hussonnois-Bouhayati, directrice adjointe à la directrice de la communication et des partenariats, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M<sup>me</sup> Françoise Pams, directrice de la communication

et des partenariats, de M. Marc-Antoine Chaumien, directeur adjoint à la directrice de la communication et des partenariats et de M<sup>me</sup> Stéphanie Hussonnois-Bouhayati, directrice adjointe à la directrice de la communication et des partenariats, délégation de signature est donnée à M. Yann Bréheret, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Françoise Pams, directrice de la communication et des partenariats, délégation de signature est donnée à M. Alexandre Colliex, délégué aux relations internationales, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 10.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Michel Enault, chef du

service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, et de M. Michel Enault, chef du service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Rabiâ Belaouda, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

**Art. 11.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Alain Rossi, directeur des systèmes d'information et télécommunications, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à

15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;

- les actes d'ordonnancement de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Rossi, directeur des systèmes d'information et télécommunications, délégation de signature est donnée à M. Huynh Thien Trieu, chef du service de l'exploitation et des réseaux, adjoint au directeur des systèmes d'information et télécommunications et à M<sup>me</sup> Odile Berthe-Le Roux, chargée de mission, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

**Art. 12.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Quentin Loiseleur, chef de cabinet du président, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Quentin Loiseleur, chef de cabinet du président, délégation de signature est donnée à M. Yann Bréheret, responsable de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

**Art. 13.** - La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation de signature antérieures et prend effet à compter du 2 avril 2012.

**Art. 14.** - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art  
et de culture Georges-Pompidou,  
Alain Seban

## **CRÉATION ARTISTIQUE - MUSIQUE, DANSE, THÉÂTRE ET SPECTACLES**

### **Délibération du 12 avril 2012 du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité de la musique portant modification du traitement automatisé d'informations nominatives créé le 8 juillet 1999.**

Le conseil d'administration de l'établissement public de la Cité de la musique,

Vu la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susvisée ;

Vu la décision du conseil d'administration de l'établissement public de la Cité de la musique du 8 juillet 1999 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatif à la gestion de l'information musicale et chorégraphique en France ;

Vu la lettre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 31 mai 2011 relative à la demande d'avis n° 568187,

Délibère :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - La présente délibération a pour objet de modifier le traitement automatisé d'informations nominatives créé par la délibération du 8 juillet 1999 susvisée, comme suit :

- le traitement est désormais dénommé « Réseau information culture » (RIC) ;
- la finalité du traitement est de permettre la gestion de données relatives à l'information culturelle ;
- l'adresse personnelle des personnes physiques est ajoutée parmi les informations nominatives traitées ;
- les collectivités territoriales sont ajoutées parmi les catégories de destinataires des informations nominatives traitées.

**Art. 2.** - Le droit d'accès prévu par l'article 32 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès de l'administrateur national ou des administrateurs régionaux du réseau.

**Art. 3.** - Le directeur général de l'établissement public de la Cité de la musique est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du conseil d'administration,  
Premier avocat général à la Cour des comptes,  
Roch-Olivier Maistre

## **ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - FORMATION - RECHERCHE**

### **Arrêté du 7 mars 2012 portant reconnaissance d'équivalence au diplôme d'État de professeur de danse (M<sup>me</sup> Melissa Sue Moritel).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362-1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362-1 susvisé, portant composition de la Commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu la demande de l'intéressée,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'équivalence du diplôme d'État de professeur de danse dans l'option contemporaine est accordée à M<sup>me</sup> Melissa Sue Moritel au vu de son « Master of arts in dance » délivré en 1992 par l'université de Californie.

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

### **Arrêté du 7 mars 2012 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362-1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362-1 susvisé, portant composition de la Commission nationale prévue au dit article et relatif



aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu l'arrêté du 5 mai 2008 portant habilitation de l'association Studio 920 à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse dans les options classique et jazz ;

Vu la demande de renouvellement d'habilitation présentée par la directrice de l'association concernée,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est renouvelée pour une période de 4 ans à compter du 8 février 2012 :

<u>Intitulé - Adresse</u>	<u>Options</u>
Association « Studio 920 »	Classique
Centre Louis Hénocq	Jazz
Rue de la Mine	
59920 Quiévreachain	

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 7 mars 2012 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362-1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362-1 susvisé, portant composition de la Commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 portant habilitation de l'École supérieure de danse de Cannes à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse dans les options classique, jazz et contemporaine ;

Vu la demande de renouvellement d'habilitation présentée par la directrice de l'association concernée,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est renouvelée pour une période de 4 ans à compter du 28 juillet 2011 :

<u>Intitulé - Adresse</u>	<u>Options</u>
École supérieure de danse de Cannes	Classique
« Rosella Hightower »	Jazz
21, chemin de Faissole	Contemporain
06250 Mougins	

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 21 mars 2012 portant classement de l'école municipale de musique de Feyzin en conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L. 216-2 ;

Vu le décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'école municipale de musique de Feyzin, 74, rue de Vienne, 69320 Feyzin, est classée dans la catégorie des conservatoires à rayonnement communal ou intercommunal pour une durée de 7 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 4 avril 2012 fixant la liste des diplômés 2011 de l'École nationale supérieure des arts décoratifs.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 87-345 du 22 mai 1987 instituant le diplôme de l'École nationale supérieure des arts décoratifs ;

Vu l'arrêté du 15 février 2008 portant organisation de l'admission et des études à l'École nationale supérieure des arts décoratifs ;

Vu les délibérations du jury habilité à décerner le diplôme,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les élèves dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de l'École nationale supérieure des arts décoratifs à la session de juin 2011 :

Par ordre alphabétique :

1	Abeille	Nathanaël	31	Cosson	Fabien
2	Acquaviva	Laura	32	Couchouron	Jean-Marie
3	Adam	Fanny	33	Debbane	Christian
4	Adrien	Liberty	34	Delamare	Maria
5	Arboleda	Juanita	35	Desrousseaux	Anne-Line
6	Atiyeh	Rita	36	Deverchere	Hugo
7	Aurousseau	Marine	37	Di Venosa	Elsa
8	Auvray	Mariette	38	Dien	Mathilde
9	Bellini	Marc	39	Durand	Antoine
10	Bennani	Meriem	40	Duroux	Margaux
11	Bonnerot	Adrien	41	Enou	Bénédicte
12	Bonneterre	Capucine	42	Épée	Alexandra
13	Boucher	Zoé	43	Fernandez	Nicolas
14	Bouthors	Morgane	44	Fiévé	Ulysse
15	Boy	Jérémy	45	Fissore	Laure
16	Breissand	Delphine	46	Front	Hélène
17	Briand	Steven	47	Gasseng	Cécile
18	Brichet	Olivier	48	Gaudin	Mathilde
19	Bruel	Marie	49	Gerard	Alexine
20	Buet	Pauline	50	Giraud	Lia
21	Capmartin	Vincent	51	Goaziou	Gwenaëlle
22	Carré	Isabelle	52	Gobé	Jérémy
23	Casali	Lucie	53	Grégoire	Camille
24	Caura	Anaïs	54	Guignard	Etienne
25	Champenois	Vincent	55	Hartley-Koudelka	Lucina
26	Charbit	Benjamin	56	Hébert	Marie-Charlotte
27	Charpentier	Adeline	57	Herbreteau	Claudia
28	Cherfa	Mahrez	58	Honoré	Emmanuel
29	Chevrillon	Camille	59	Jacotey-Voyatzis	Marie
30	Chiodo	Angèle	60	Jaffuel	Laure
			61	Jung	Min Hee
			62	Lahoz	Tristan
			63	Le Kim	Jade
			64	Le Pechon	Morgane
			65	Lenczner	Swan
			66	Lipovetsky	Sandra
			67	Lopez	Cerise
			68	Lorieux	Nickolas
			69	Lucain	Perrine
			70	Maillet	Tristan
			71	Maione	Marc
			72	Manset	Julia
			73	Marouby	Sophie
			74	Masurelle	Alexis
			75	Mayeur	Alexandre
			76	Mazingarbe	Pierre

77	Meissonnier	Estelle
78	Melchy	Victor
79	Menguy	Chéryl
80	Merou	Leïla
81	Momtaz	Sanaz
82	Mounier	Flore
83	Mussard	Laura
84	Ngono Effa	Christine
85	Nocquet	Mathilde
86	Nowak	Adrienne
87	Patron	Agnès
88	Perault	Marine
89	Philippe	Jules
90	Prenel	Laura
91	Pype	Benoit
92	Rapegno	Bérénice
93	Rich	Flora
94	Riollet	Yonah
95	Rivaud	Sandra
96	Robin	Emilie
97	Rosset	Camille
98	Sanseigne	Virginie
99	Sauvaget	Delphine
100	Savuta	Georgiana
101	Schloesing	Jonas
102	Schmitt	Virginie
103	Sefiane	Astrid
104	Seinturier	Pierre
105	Servas	Xavier
106	Slowey	Julie
107	Stavridis	Thomas
108	Stehelin de Taisne	Arthur
109	Tang	Tu
110	Tanguy	Flora
111	Teston	Jeanne
112	Timsit	Antoine
113	Tronel	Bulle
114	Troutot	Charline
115	Van Rie	Hubert
116	Van Tienhoven	Gianna
117	Vaulont	Romain
118	Villerot	Laurence
119	Vrignaud	Lucille
120	Wilhelm	Marie
121	Zimikhina	Anastasia

**Art. 2.** - Les élèves dont les noms suivent ont obtenu le diplôme de l'École nationale supérieure des arts décoratifs à la session de novembre 2011 :

Par ordre alphabétique :

1	Arnoux	Aliénor
2	Carlier	Jean
3	Duchaussoy	Gervaise
4	Sarkissian	Astrid

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

La directrice de l'ENSAD,  
Geneviève Gallot

### **Décision du 12 avril 2012 portant délégation de signature à l'École du Louvre.**

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics de l'École du Louvre ;

Vu l'arrêté de nomination du 9 mars 2011 de M<sup>me</sup> Soizic Watinne, aux fonctions de secrétaire générale ;

Vu le décret du 26 septembre 2011 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu l'arrêté de nomination du 27 septembre 2011 de M<sup>me</sup> Sophie Mouquin, aux fonctions de directrice des études ;

Vu la décision du 3 octobre 2011 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le recrutement de M<sup>me</sup> Stefania Tullio Cataldo, suite au départ à la retraite de M<sup>me</sup> Claire Merleau-Ponty, aux fonctions de chef du service des échanges et programmes internationaux et la nomination de M<sup>me</sup> Françoise Blanc, suite au départ à la retraite de M. Patrick Violette, aux fonctions de responsable des éditions et colloques auprès de la direction des études,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Mouquin, directrice des études, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 1.

**Art. 2.** - Délégation de signature est donnée à M<sup>me</sup> Soizic Watinne, secrétaire générale, pour tous

actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 7.

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Soizic Wattinne, à M. Uriel Goldberg, chef du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Uriel Goldberg, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Sophie Banel, chargée des affaires financières au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Uriel Goldberg, chef du service juridique et financier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa 1 du présent article est donnée à M<sup>me</sup> Charlotte Lannoy-Muyard, chargée des affaires juridiques au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 4.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Soizic Wattinne, à M<sup>me</sup> Ilana Franco, chef du service des ressources humaines, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

**Art. 5.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Sophie Mouquin, à M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Albaret, chef du service de la bibliothèque par intérim, à M<sup>me</sup> Isabelle Bador, chef du service de la scolarité, à M<sup>me</sup> Clarisse Duclos, chef du service des auditeurs et de la formation continue, à M<sup>me</sup> Stefania Tullio Cataldo, chef du service des échanges et programmes internationaux, à M<sup>me</sup> Françoise Blanc, responsable des éditions et des colloques auprès de la direction des études et à M<sup>me</sup> Bénédicte Brandenburg, chef du service de la photothèque par intérim, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 6.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M<sup>me</sup> Soizic Wattinne, à M. Camille Houbart, chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité, et à M. Sébastien Aubry, chef du service informatique, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 7.** - Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Meyrat, chargé de mission pour la communication auprès du directeur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

**Art. 8.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision en date du 3 octobre 2011.

Le directeur de l'École du Louvre,  
Philippe Durey

### **Arrêté du 18 avril 2012 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362-1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362-1 susvisé, portant composition de la Commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu la demande des intéressés,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les personnes dont les noms suivent sont dispensées de l'obtention du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière :

<u>Nom Prénom</u>	<u>Option</u>
Andrieux Cédric	Contemporaine
Boko Stéphane	Jazz
Boulogne Joëlle	Classique
Bouteiller Yves	Classique
Dubois Olivier	Contemporaine
Khan Nicholas Albert	Classique
Tiganasu Catalin	Classique

**Art. 2.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**Arrêté du 18 avril 2012 portant habilitation de l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu l'article L. 362-1 du Code de l'éducation ;

Vu l'arrêté du 11 avril 1995 modifié pris en application de l'article L. 362-1 susvisé, portant composition de la Commission nationale prévue au dit article et relatif aux modalités de délivrance du diplôme d'État de professeur de danse ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Midi-Pyrénées du 14 novembre 2011 portant prorogation du délai de transfert du patrimoine, des droits et des obligations liés à l'activité du Centre d'études supérieures de musique et de danse, lié à la création de l'École d'enseignement supérieur des beaux arts et du spectacle vivant, et notamment son article 1 ;

Vu la demande de renouvellement d'habilitation présentée par le directeur du CESMD de Toulouse,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse dans l'option jazz, accordée au Centre d'études supérieures de musique et de danse de Toulouse pour une période de 4 ans à compter du 28 janvier 2011, est transférée à l'École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Art. 2.** - L'habilitation à assurer la formation au diplôme d'État de professeur de danse de l'établissement ci-dessous désigné est prononcée pour une période de 4 ans à compter du 15 novembre 2011 :

<u>Intitulé - Adresse</u>	<u>Options</u>
École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse	Classique
5, quai de la Daurade	Contemporain
31000 Toulouse	

**Art. 3.** - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Pour le directeur général de la création artistique :  
Le sous-directeur de l'emploi et de la formation,  
Philippe Garo

**MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES  
- AUDIOVISUEL, CINÉMATOGRAPHIE**

**Arrêté du 27 avril 2012 portant nomination à la commission des aides aux cinémas du monde.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 111-2 et L. 111-3 ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu le décret n° 2012-543 du 23 avril 2012 relatif aux aides aux cinémas du monde, notamment ses articles 11 et 16 ;

Après avis du ministre des Affaires étrangères,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - M<sup>me</sup> Dora Bouchoucha est nommée, pour une durée d'un an, présidente de la commission des aides aux cinémas du monde prévue aux articles 11 à 16 du décret du 23 avril 2012 susvisé.

**Art. 2.** - Sont nommés, pour une durée d'un an, membres de la commission précitée :

\* Au titre du 1<sup>er</sup> collège :

- M. Santiago Amigorena, vice-président,
- M<sup>me</sup> Catherine Dussart,
- M. Jean-Pierre Garcia,
- M. Nader Takmil Homayoun,
- M<sup>me</sup> Svetlana Novak,
- M<sup>me</sup> Marjorie Vella.

\* Au titre du 2<sup>e</sup> collège :

- M. Georges Goldenstern, vice-président,
- M<sup>me</sup> Nadia El Fani,
- M<sup>me</sup> Adrienne Frejacques,
- M. Alain Gomis,
- M. Laurent Lavolé,
- M. Stéphane Parthenay.



**Art. 3.** - Sont nommés, pour une durée d'un an, membres suppléants de la commission précitée :

- M. Nguyen Trong Binh,
- M<sup>me</sup> Carmen Castillo,
- M<sup>me</sup> Lamia Chraïbi,
- M<sup>me</sup> Anne Devauchelle,
- M<sup>me</sup> Alice Diop,
- M<sup>me</sup> Marianne Dumoulin,
- M<sup>me</sup> Daniela Elstner,
- M. Grégory Gajos,
- M<sup>me</sup> Laurence Herszberg,
- M. Richard Magnien,
- M<sup>me</sup> Sophie Salbot,
- M<sup>me</sup> Régine Vial.

**Art. 4.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Frédéric Mitterrand

---

## MÉDIAS ET INDUSTRIES CULTURELLES - LIVRE ET LECTURE

**Arrêté du 2 avril 2012 portant nomination du président et de membres de la commission Diffusion du Centre national du livre.**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 93-397 du 19 mars 1993 modifié relatif au Centre national du livre, notamment ses articles 10 et 12,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommée présidente de la commission Diffusion du Centre national du livre :

- M<sup>me</sup> Christine Carrier.

Sont nommés membres de la commission Diffusion du Centre national du livre :

- M<sup>me</sup> Ève Aguilera-Cueco ;
- M<sup>me</sup> Chantal Fontaine ;
- M. Jean-Luc Gautier-Gentès ;
- M<sup>me</sup> Laure Joubert ;
- M<sup>me</sup> Violaine Kanmacher ;
- M<sup>me</sup> Frédérique Massot ;
- M<sup>me</sup> Valérie Néouze ;
- M<sup>me</sup> Anne-Marie Sagnol.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Par délégation :

Le directeur général des médias et des industries culturelles,  
Laurence Franceschini

---

## PATRIMOINES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

**Instruction n° 2012/004 du 12 avril 2012, aux services déconcentrés, relative à la gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.**

Le directeur général des patrimoines  
à

Messieurs les préfets de région,  
Mesdames et messieurs les préfets.

Avec ses trente-sept biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, la France se place au quatrième rang mondial et la demande est de plus en plus croissante pour une inscription sur cette liste prestigieuse.

Face à ce nombre important de biens inscrits et de nouvelles candidatures, l'État doit aujourd'hui s'organiser d'une manière différente afin de garantir, dans les meilleures conditions, les engagements pris en ratifiant la Convention du patrimoine mondial.

La circulaire jointe a pour objet de préciser l'organisation des services de l'État pour mener à bien tous les travaux relatifs aux biens inscrits ou susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et de rappeler les politiques et les mesures de protection à mettre en place pour ces biens. Elle annule et remplace la circulaire n° 2007/022 du 28 novembre 2007 relative à la gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

En application de la charte pour la gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, signée le 20 septembre 2010 entre l'État et l'Association des biens français du patrimoine mondial, cette circulaire précise également les modalités d'institution des commissions locales et comités régionaux.

Par ailleurs, à la suite de mon courrier du 10 février 2011 relatif à la constitution d'un réseau de correspondants chargé des dossiers relatifs aux biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, au sein des directions régionales des affaires culturelles, vous trouverez ci-joint la liste des correspondants désignés.

Je vous informe également que M. le ministre de la Culture et de la Communication a récemment proposé à M. le Premier ministre de désigner des préfets coordonnateurs pour certains biens « en série » ou étendus qui concernent plusieurs régions voire plusieurs pays.

La direction générale des patrimoines reste à votre entière disposition pour la mise en œuvre de cette mesure.

Le directeur général des patrimoines,  
Philippe Bélaval

**Instruction n° 2012/004 du 12 avril 2012, aux services déconcentrés, relative à la gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.**

**Présentation**

**Objet :**

- mise en œuvre des politiques de gestion des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et modalités d'accompagnement des nouvelles candidatures ;
- annulation et remplacement de la circulaire n° 2007/022 du 28 novembre 2007.

La circulaire citée en objet présentait les bases et les principes de gestion des biens français inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

Depuis, une « charte pour la gestion des biens français inscrits sur la Liste du patrimoine mondial entre l'État et l'Association des biens français du patrimoine mondial » a été adoptée et qui peut dorénavant servir de cadre pour l'établissement des « plans de gestion » désormais obligatoires pour les biens proposés à l'inscription et fortement préconisés pour les biens déjà inscrits.

Par ailleurs, le Comité du patrimoine mondial sollicite régulièrement les États partie pour un complément d'éléments notamment sur les biens anciennement inscrits. En ce qui concerne la France, il s'agit en particulier des biens inscrits avant 2007 soit plus des trois quarts des biens actuellement inscrits. Tous les biens devraient désormais être dotés :

- d'un plan de gestion ;
- d'une cartographie précise du bien et de son éventuelle zone tampon ;
- d'une déclaration de la valeur universelle exceptionnelle ;
- d'un programme de mise en valeur et de communication.

La présente instruction a donc pour objet d'une part, d'actualiser la circulaire n° 2007/022 du 28 novembre 2007 et d'autre part de préciser des conditions d'intervention et d'exercice des différents services de l'État pour mener à bien tous ces travaux.

Sur les trente-sept biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, trente-cinq le sont sur la base de critères culturels et donc sous la compétence du ministère en charge de la culture.

Ainsi, la direction générale des patrimoines est le garant opérationnel, dans le périmètre de ses compétences, du respect par la France de la convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel de 1972 et des relations doivent être nécessairement organisées entre l'échelon déconcentré et la direction. En 2010, afin de préciser le cadre d'intervention des services déconcentrés du ministère de la Culture et de la Communication des correspondants ont été désignés dans chaque direction régionale des affaires culturelles.

**I- Organisation au niveau de l'administration centrale**

**1/ La direction générale des patrimoines pour le compte du ministère de la Culture et de Communication :**

- Le département des affaires européennes et internationale qui évalue les candidatures et définit les priorités, accompagne les dossiers de candidature, coordonne à l'échelle nationale les rapports périodiques et les rapports sur l'état de conservation des biens demandés par le Comité du patrimoine mondial, ainsi que les plans de gestion. Il assure le secrétariat du Comité des biens français et la relation du ministère avec la délégation française auprès de l'UNESCO.
- Le service du patrimoine chargé de la mise en œuvre des protections apportées aux biens, du suivi des grands projets au sein des périmètres des biens et de leur zone tampon, des propositions de création ou modification des zones tampons ou de limite de biens. Il pilote les travaux de cartographie en vue de l'élaboration de l'atlas des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Il contribue à l'élaboration du guide méthodologique sur les plans de gestion.
- L'inspection des patrimoines qui apporte son expertise et son appui technique aux services centraux et déconcentrés sur tout dossier de candidature ou concernant des biens déjà inscrits.
- Le département des systèmes d'information patrimoniaux pour la mise en cohérence de l'atlas des biens inscrits au patrimoine mondial avec l'atlas du patrimoine.

Cette organisation appelle l'étroite collaboration de ces services.

**2/ Le Comité national des biens français du patrimoine mondial**, instance de conseil, mis en place en 2004 par le ministère en charge de la culture et le ministère en charge des sites et de l'environnement, responsables du suivi de la Convention de 1972. Ce comité réunit des experts de différentes disciplines, en présence de l'ambassadeur de France auprès de l'UNESCO. Il a pour rôle de conseiller les deux ministres sur :

- la révision périodique de la liste indicative française (inventaire des biens qui pourraient être candidats à une inscription) ;
- les dossiers préparés en vue d'une inscription sur la Liste du patrimoine mondial, avis formulé à l'issue de trois examens obligatoires et dans l'ordre suivant : définition de la valeur universelle exceptionnelle du bien, limite du bien et de sa zone tampon et plan de gestion ;
- la priorité des dossiers à présenter devant le Comité du patrimoine mondial ;
- le suivi de l'état de conservation des biens inscrits.

Il élabore par ailleurs, une procédure d'information à l'intention des porteurs de projets.

Ce comité peut être saisi pour avis sur tout projet pouvant avoir un impact sur la valeur universelle exceptionnelle du bien (VUE)

## **II- Rôle des correspondants « patrimoine mondial » au sein des directions régionales des affaires culturelles**

Afin d'assurer une bonne application des principes et des obligations découlant de la Convention du patrimoine mondial pour les biens inscrits ou proposés à l'inscription au titre du patrimoine culturel, des correspondants ont été désignés au sein de chaque direction régionale des affaires culturelles.

### **1/ La relation des correspondants avec la direction générale des patrimoines s'établit à deux niveaux :**

- avec le département des affaires européennes et internationales pour le suivi des dossiers de candidature, l'établissement des rapports périodiques, l'établissement des plans de gestion, la transmission des états de conservation d'un bien et des comptes rendus des commissions locales et des comités régionaux, ainsi que les déclarations de la valeur universelle exceptionnelle des biens après validation par l'inspection des patrimoines ;

- avec le service du patrimoine pour la gestion et la mise en valeur des espaces ou des monuments d'intérêt archéologique ou historique, pour une aide technique concernant la limite des biens, de leur zone tampon, leur cartographie ainsi que l'établissement des plans de gestion.

Sous l'autorité du directeur général des patrimoines, l'inspection des patrimoines peut-être sollicitée pour le suivi des candidatures, l'état de conservation du bien ainsi que la validation des déclarations de valeurs universelle exceptionnelle des biens.

### **2/ Les missions des correspondants sont :**

#### **2.1- De suivre les projets de candidatures au patrimoine mondial portées par les acteurs locaux et d'aider ces derniers à formaliser ces candidatures**

L'aide à la formalisation des candidatures consiste en une assistance scientifique et technique auprès des porteurs de projets dans la définition des valeurs associées au bien permettant la justification de sa « valeur universelle exceptionnelle » (VUE).

Cette assistance intervient aussi pour l'établissement du projet de délimitation du bien et de sa zone tampon ainsi que dans la mise au point du plan de gestion. Elle s'opère en liaison avec l'inspection des patrimoines et intègre les avis et propositions du Comité national des biens français du patrimoine mondial.

Dans le cas d'un bien culturel ou mixte ayant des aspects paysagers, ou dont la gestion est susceptible de relever de lois ou règlements dont l'application ressort du ministère chargé des sites ou de l'environnement, un partenariat avec les services déconcentrés compétents de ce ministère sera recherché.

La construction d'un projet d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial nécessitant fréquemment la mise en œuvre de mesures de protection relevant du Code du patrimoine, ou de politiques propres à la direction générale des patrimoines, le correspondant doit veiller à la bonne coordination, au sein de la direction régionale, de ces actions ou procédures dans le cadre du projet d'inscription.

Dans le cas où le correspondant ne possède les compétences scientifiques et techniques spécifiques pour accompagner le porteur de projet, selon les cas, le conservateur régional des monuments historiques, le conservateur régional de l'archéologie, l'architecte des Bâtiments de France, les conseillers sectoriels devront apporter leur concours.



## 2.2- D'organiser un suivi permanent de la gestion des biens inscrits en relation avec les services déconcentrés compétents chargés des monuments historiques, de l'archéologie et de l'architecture et du patrimoine et le ou les gestionnaires du bien

### 2.2-1- Suivi de l'état de conservation du bien inscrit

Le suivi permanent de l'état de conservation s'effectue au niveau des conservateurs régionaux et des architectes des Bâtiments de France. Le correspondant a pour mission de collecter ou de coordonner les informations portant sur les opérations d'aménagement des immeubles (bâti et non bâti), de restauration ou de modification en cours ou projetées, susceptibles d'affecter les valeurs du bien, telles que définies dans la « déclaration de valeur universelle exceptionnelle » adoptée par le Comité du patrimoine mondial.

L'information doit être recueillie suffisamment en amont pour pouvoir, le cas échéant, en informer le Comité national des biens français du patrimoine mondial et le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO en application du paragraphe 172 des orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. La délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO en charge de la transmission des rapports au Centre du patrimoine mondial.

Ce suivi est particulièrement important lorsqu'un bien fait l'objet, sur décision du Comité du patrimoine mondial, d'un « suivi renforcé » dans le cas d'une atteinte pressentie à la « VUE », ou qu'il est inscrit sur « la liste du patrimoine en péril » par le Comité du patrimoine mondial en cas d'atteinte avérée. Dans ces cas, les décisions du Comité du patrimoine mondial comportent le plus souvent des prescriptions ou orientations pour l'accomplissement desquelles des rapports sont régulièrement demandés. Ces rapports de synthèse sont constitués par le correspondant à partir des éléments de bilan ou d'expertise fournis par le gestionnaire du bien et avec l'appui des services compétents. Le correspondant en effectue la synthèse et la transmet à l'administration centrale.

### 2.2-2- Suivi des actions de valorisation

Le suivi des actions de valorisation consiste en un conseil, en tant que de besoin, aux gestionnaires pour la conception d'un projet de valorisation du bien qui constitue en lui-même un moyen de promotion et donc de conservation du bien.

Lorsque le bien intéresse des lieux dont l'État ou ses établissements publics sont gestionnaires, les actions de valorisation doivent être menées et le projet conçu à leur initiative. À l'échelon déconcentré, il convient

donc d'y associer notamment les conseillers spécialisés des directions régionales des affaires culturelles.

Les politiques propres à la direction générale des patrimoines, en particulier les conventions « Villes et pays d'art et d'histoire » doivent être considérées comme des outils privilégiés pour la valorisation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et leur mise en œuvre recherchée.

Tous les moyens de communication auprès du public doivent être également mobilisés, qu'il s'agisse des moyens internes aux services ou des relais possibles auprès des collectivités territoriales, par exemple les offices de tourisme, ou en relation avec elles et le milieu associatif, par exemple le réseau des villes et pays d'art et d'histoire.

## 2.3- De réaliser le bilan annuel du suivi de la gestion et de l'évolution des biens existants en vue de l'établissement du « rapport périodique » exigé tous les six ans, par l'UNESCO

Tous les six ans, les États parties sont invités à soumettre au Comité du patrimoine mondial un rapport sur l'application de la Convention du patrimoine mondial, ainsi que de l'état de conservation des biens inscrits.

La soumission de rapports périodiques sur l'application de la Convention du patrimoine mondial est destinée à atteindre quatre objectifs principaux :

- fournir une estimation de l'application de la Convention du patrimoine mondial par l'État partie ;
- fournir une estimation du maintien ou non au cours du temps des valeurs de patrimoine mondial des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ;
- fournir des informations à jour sur les biens du patrimoine mondial afin d'enregistrer les changements des conditions et de l'état de conservation des biens ;
- fournir un mécanisme pour la coopération régionale et l'échange d'informations et d'expériences entre les États parties concernant la mise en œuvre de la convention et la conservation du patrimoine mondial.

Le rapport périodique est établi par l'administration centrale-direction générale des patrimoines (service du patrimoine et le département des affaires européennes et internationales avec l'appui de l'inspection des patrimoines) à partir des éléments fournis par l'ensemble des correspondants qui eux-mêmes réunissent les informations auprès des gestionnaires et des organes compétents.

Le deuxième cycle du rapport périodique pour l'Europe et l'Amérique du nord commencera en juillet 2012 et concernera tous les biens inscrits à cette date. Ce rapport comprendra deux questionnaires :

- le premier relatif à la politique nationale en matière de patrimoine culturel et naturel et aux conditions de mise en œuvre de la convention. Ce questionnaire sera renseigné par les services centraux de l'État ;

- le deuxième relatif à la conservation, à la gestion ainsi qu'à la mise en valeur du bien. Il sera renseigné par les services déconcentrés de l'État en liaison avec les gestionnaires des biens.

Ces questionnaires seront accessibles sous format électronique en juillet 2012 et devront être remis le 31 juillet 2013. Les premiers résultats seront présentés à la session du Comité du patrimoine mondial en 2014 et les conclusions seront restituées lors de la session de 2015. Afin de répondre au mieux à ces questionnaires, il est recommandé que les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial se dotent d'un plan de gestion pour ceux qui ne l'auraient pas déjà élaboré.

Par ailleurs, les déclarations de valeur universelle exceptionnelle (DVUE) pour les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial avant 2007 seront validées par le Comité du patrimoine mondial en 2013, après des échanges entre les services de l'État, le Centre du patrimoine mondial et les organisations consultatives (Conseil international des monuments et des sites « ICOMOS International » et Union internationale pour la conservation de la nature « UICN »).

#### 2.4- D'informer régulièrement la direction générale des patrimoines des actions menées

Les correspondants doivent relayer auprès de la direction générale des patrimoines les principales informations relatives au bien, afin que le ministère de la Culture et de la Communication assure les relations avec celui des Affaires étrangères et européennes, seul habilité à correspondre avec le Centre du patrimoine mondial par le biais de la délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO.

Lorsque le bien inscrit est un « bien en série » ou un « bien étendu » intéressant plusieurs régions, la direction générale des patrimoines procède à la désignation, avec l'accord des directeurs régionaux des affaires culturelles concernés, d'un correspondant coordonnateur. Celui-ci est alors l'interlocuteur permanent de l'administration centrale et transmet les informations que lui communiquent les correspondants locaux, auprès de celle-ci. En outre, un préfet coordonnateur sera désigné par le Premier ministre.

### III- Pour la gestion des biens français inscrits sur la Liste du patrimoine mondial

Depuis une dizaine d'années, le Comité du patrimoine mondial a demandé que chaque bien inscrit fasse l'objet d'un plan de gestion. Ce plan de gestion est un projet

de conservation, de mise en valeur et de développement. Il sert de référence pour le rapport périodique.

C'est pourquoi, un cadre conventionnel général a été établi entre l'État et l'Association des biens français du patrimoine mondial dénommé « charte pour la gestion des biens français inscrits sur la Liste du patrimoine mondial » ci-jointe.

Ce document comporte en annexe un modèle de convention d'engagement réciproque pouvant désormais servir de cadre pour la gestion de chaque bien. La charte définit le contenu type de plan de gestion dont le respect permet la cohérence d'action nécessaire entre l'ensemble des parties prenantes.

Vous veillerez donc au bon emploi de ces documents de référence pour chaque bien dont vous avez la charge dans votre région, particulièrement en ce qui concerne les biens déjà inscrits qui vont élaborer un plan de gestion.

La charte précise par ailleurs les responsabilités des parties prenantes et les rôles des différents acteurs.

Elle rappelle que l'ensemble du dispositif repose sur les collectivités territoriales, en tant que gestionnaires et responsables du territoire (notamment en vertu des dispositions de l'article L. 110 du Code de l'urbanisme), et sur les responsables de biens inscrits, en tant que garants de la valeur universelle exceptionnelle (VUE) du bien et de la bonne application du plan de gestion.

Elle préconise que soit constitué, au niveau régional, un comité présidé par le préfet de région, assisté du DRAC et du DREAL et, pour chaque bien, une commission locale (sur le modèle des commissions locales de secteur sauvegardé).

### IV- Commissions locales et comités régionaux

Il appartient aux préfets respectivement compétents d'instituer ces commissions et comités.

#### **1/ Commission locale**

Lorsqu'un bien intéresse une commune ou plusieurs communes d'un même département, il peut être institué une commission locale comme moyen de coordination entre les différents acteurs.

Elle sera composée de trois collègues :

- les élus ;
- les services de l'État ;
- les gestionnaires de biens et personnes qualifiées.

La commission est présidée par le préfet, représentant l'État garant de la protection et de la mise en valeur des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.

La composition de cette commission respecte un équilibre entre les trois collèges sans qu'un partage en nombre égal ne soit obligatoire.

La commission locale veille au suivi de la bonne conservation du bien en vue de l'élaboration des rapports périodiques, à l'examen de tout projet pouvant affecter la VUE et à l'information de l'administration centrale, en coordination avec le correspondant en charge, au sein des directions régionales des affaires culturelles, des dossiers relatifs au biens inscrits. Elle coordonne les travaux liés à l'élaboration des plans de gestion.

Elle est également le lieu privilégié de concertation et de débats entre tous les acteurs.

La commission doit se réunir au moins une fois par an et à la demande en tant que de besoin à l'initiative du préfet ou à la demande des élus concernés auprès de celui-ci.

Dans la mesure où le bien s'inscrit dans un secteur sauvegardé ou dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), l'institution d'une telle commission n'est pas nécessaire. En pareil cas vous veillerez à ce que les gestionnaires de biens puissent contribuer en tant que de besoin aux travaux de la commission consultative propre au secteur sauvegardé, à la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou à l'AVAP.

Les comités de pilotage existants pourront voir leur rôle et composition évoluer dans le respect des règles de composition de ces commissions locales.

## 2/ Comité régional

Il peut être institué un comité présidé par le préfet de région assisté du directeur régional des affaires culturelles et du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Le préfet peut proposer une coprésidence avec le président du conseil régional dans le cadre de la prise en compte des responsabilités générales de la région en matière d'aménagement du territoire.

Ce comité régional a pour vocation de coordonner les actions de mise en œuvre de la charte, particulièrement en ce qui concerne les biens « en série », « étendus » ou « linéaires » intéressant plusieurs départements d'une même région. Ce comité, auquel les services de l'État contribuent, est le lieu d'expression privilégié des collectivités et des gestionnaires. Il examine le programme d'actions de conservation et de mise en valeur des biens initiés par ces derniers et coordonne les travaux liés à la production des plans de gestion.

Il examine également tous les projets d'aménagement du territoire et d'installation de grands équipements susceptibles d'avoir un impact sur la valeur universelle exceptionnelle du bien, en s'appuyant notamment sur les compétences des architectes des Bâtiments de France ou de professionnels compétents.

Il est composé des services de l'État, des collectivités territoriales concernées, ainsi que de personnes qualifiées dont les gestionnaires de bien.

Dans le cas de biens « en série », « étendus » ou « linéaires » intéressant plusieurs régions, un préfet coordonnateur sera désigné par le Premier ministre.

## **V- Politiques et mesures de protection des biens**

Depuis la circulaire de 2007, le cadre juridique de la mise en œuvre de certains instruments de protection a évolué. Ainsi, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a institué les « aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine » (AVAP) en remplacement des « zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager » et imposé une évolution de ces dernières vers le régime des AVAP.

Dans le périmètre des biens du patrimoine mondial, une priorité doit être donnée à la conversion des ZPPAUP déjà créées en AVAP et à la création de nouvelles AVAP en privilégiant si nécessaire une démarche intercommunale. L'opportunité de la transformation de certaines ZPPAUP en secteur sauvegardé doit être étudiée.

Des combinaisons de protections doivent être également recherchées par l'association d'AVAP aux secteurs sauvegardés existants ou à créer.

De même que la transformation des périmètres de protection aux abords des monuments historiques en AVAP est privilégiée.

Pour les nouvelles candidatures à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial, les protections réglementaires les plus appropriées doivent être proposées aux porteurs de projet et leur perspectives de mise en œuvre doivent figurer dans les dossiers d'inscription.

Il convient enfin de s'attacher au développement, en accord avec les collectivités territoriales, des démarches à l'amélioration des périmètres d'abords des monuments historiques par la création des périmètre de protection modifiés.

Lorsqu'une zone tampon contribuant à la préservation de la VUE est associée au bien, il convient de mettre en œuvre de manière coordonnée ces dispositifs de

protection afin de garantir les objectifs de préservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial dont la France s'est portée garante. À l'occasion de la délimitation d'une zone tampon, les recommandations du Comité du patrimoine mondial, suite à la réunion des experts internationaux de 2008 relative aux zones tampons, seront appliquées à savoir la prise en compte d'une aire d'influence paysagère.

Enfin, d'une façon générale, vous veillerez à ce que les objectifs de préservation et de mise en valeur des biens inscrits ou candidats à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial soient pris en compte lors de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme des collectivités territoriales sièges ou limitrophes, et ce indépendamment de la préparation de la charte de gestion site par site.

Vous voudrez bien informer mes services sous le timbre de la direction générale des patrimoines (service du patrimoine et département des affaires européennes et internationales), des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente instruction.

(Les pièces jointes sont disponibles à la direction générale des patrimoines)

### **Annexe I : Procédure d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO - Convention de 1972**

La Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, adoptée par l'UNESCO en 1972 a été ratifiée par la France en 1975. Le suivi de cette convention est assuré par le Comité du patrimoine mondial, composé de 21 États élus parmi les 187 signataires, qui se réunit chaque année. Ce comité est assisté par un secrétariat au sein de l'organisation, le Centre du patrimoine mondial. La France a été élue membre du comité à l'automne 2009 pour un mandat de 4 ans.

La convention engage les États à préserver le patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire en instituant des systèmes et des politiques d'identification, protection, conservation, mise en valeur. Elle développe la notion de patrimoine universel - universel car la connaissance de son histoire intéresse la communauté internationale tout entière, et considère que la communauté internationale tout entière en est redevable. Elle institue une Liste du patrimoine mondial, sur laquelle sont inscrits chaque année des biens considérés comme de valeur universelle exceptionnelle, et qui représentent aujourd'hui la diversité des cultures et de la biodiversité dans le monde.

Au 31 décembre 2011, la Liste du patrimoine mondial comprend 936 sites : 183 sites naturels ; 725 sites culturels et 28 sites mixtes. 37 biens français figurent sur la Liste du patrimoine mondial.

### **1 - Les critères de sélection**

Pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les sites doivent avoir une « valeur universelle exceptionnelle » telle qu'elle satisfait à au moins un des dix critères définis dans les orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, texte qui est, avec celui de la convention, le principal outil de travail pour tout ce qui concerne le patrimoine mondial. Ces critères sont régulièrement révisés par le Comité du patrimoine mondial pour rester en phase avec l'évolution du concept même de patrimoine mondial.

- i. Représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain ;
- ii. Témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ;
- iii. Apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ;
- iv. Offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significatives de l'histoire humaine ;
- v. Être un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible ;
- vi. Être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle (le comité considère que ce critère doit préféablement être utilisé en conjonction avec d'autres critères) ;
- vii. Représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles ;
- viii. Être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification ;



ix. Être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ;

x. Contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation *in situ* de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

Depuis 1992, les interactions majeures entre les hommes et le milieu naturel sont reconnues comme constituant des paysages culturels, susceptibles d'être inscrits en visant les critères III et V.

La proposition d'inscription doit faire la preuve de l'authenticité et de l'intégrité du bien.

Elle doit également apporter les garanties crédibles en vue de la protection et de la conservation du bien, sous l'angle de la valeur universelle exceptionnelle qui lui serait reconnue. En particulier, le bien doit être suffisamment protégé par la législation nationale applicable en fonction de sa nature. Un plan de gestion est explicitement exigé qui doit organiser la convergence de tous les acteurs concernés par la protection du bien.

## **2- la procédure**

### **2-1 - La liste indicative**

Tout bien doit d'abord être placé sur la liste indicative nationale, inventaire non exhaustif des biens susceptibles d'être proposés par la France. Cette liste, modifiable, est établie et déposée auprès de l'UNESCO. Un bien doit figurer sur la liste indicative française avant de pouvoir être soumis au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Pour envisager de placer sur la liste indicative française un bien qui n'y figure pas encore, il est nécessaire de procéder, avant tout début de constitution de dossier, à l'analyse de la valeur universelle exceptionnelle potentielle du bien proposé, au regard de la Convention du patrimoine mondial et en fonction des critères définis par les orientations établies pour sa mise en œuvre. Cette analyse est réalisée par les services de l'État (ministère chargé de la culture, ministère chargé de l'écologie), sur demande de la collectivité ou de l'organisme porteur du projet et pourra être présentée, le cas échéant, devant le Comité national des biens français du patrimoine mondial, organe de conseil qui a pour mission de conseiller le gouvernement en la matière.

Cette analyse préliminaire doit avoir lieu préalablement à toute démarche.

### **2-2 - La préparation du dossier**

Les dossiers d'inscription, élaborés soit par l'État, soit par les collectivités territoriales concernées par le site ou bien encore par des associations formées par différents partenaires, doivent respecter le format établi par les orientations. Les services de l'État (ministère chargé de la culture, ministère chargé de l'écologie) accompagnent et conseillent ce travail puis le valident.

Le montage de ces dossiers est complexe et peut nécessiter le concours d'organismes extérieurs spécialisés ou de personnel dédié. Le délai de montage d'un dossier prend plusieurs années.

De façon générale, chaque dossier doit comporter :

- la justification de la valeur universelle exceptionnelle du bien proposé ;
- la description du bien et la preuve de son authenticité et de son intégrité ;
- un plan de gestion détaillé ayant pour objectif la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien.

### **2-3 - La procédure de dépôt du dossier et l'inscription**

#### **À l'échelle nationale :**

Les ministères, en charge de la culture et de l'écologie, sont responsables, pour l'État, du suivi de la convention au niveau national et conseillent les porteurs d'une candidature, tout en veillant à l'esprit de la convention et aux priorités du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Un Comité national des biens français du patrimoine mondial, instance de conseil, a été mis en place en 2004 par le ministère en charge de la culture et le ministère en charge de l'écologie, responsables du suivi de la Convention de 1972. Ce comité réunit des experts de différentes disciplines, en présence de l'ambassadeur de France auprès de l'UNESCO. Il a pour rôle de conseiller les deux ministres dans la sélection des candidatures à l'inscription, et plus largement sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial.

Le Comité national des biens français du patrimoine mondial, sur proposition des ministères, examine et valide les propositions d'inscription en trois étapes distinctes :

- dans un premier temps, il examine la déclaration de valeur universelle exceptionnelle, les critères retenus

pour la justifier, ainsi que les éléments d'analyse comparative qui figureront dans le dossier de candidature ;

- une fois cette étape franchie, le comité examine, le moment venu, la déclaration d'authenticité et d'intégrité, ainsi que la description du bien, sa délimitation et celle de sa zone tampon ;

- enfin, le comité examine et valide le plan de gestion proposé, et l'ensemble du dossier, et propose au Gouvernement de le déposer ou non auprès de l'UNESCO.

Le comité établit à chaque étape une appréciation sur la base d'une audition des porteurs du dossier et du rapport d'un membre désigné par ce comité.

L'État choisit, sur la base de cet avis, le dossier à déposer auprès de l'UNESCO. La délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO en assure la transmission officielle auprès du Centre du patrimoine mondial.

#### À l'échelle internationale :

Après son dépôt, le dossier fait l'objet d'un premier examen formel, assurée par le Centre du patrimoine mondial, qui s'assure de sa conformité au format. Il est ensuite transmis aux « organes consultatifs » de la convention - l'ICOMOS, Conseil international des monuments et des sites, et/ou l'UICN, Union mondiale pour la nature - chargés d'en assurer l'évaluation scientifique et technique, et qui établissent un rapport au Comité du patrimoine mondial assorti d'une proposition de décision.

La décision définitive est prise par les membres du Comité du patrimoine mondial qui se réunissent un fois par an (en règle générale en juin) pour examiner deux dossiers maximum par État. Le bien peut être inscrit, faire l'objet d'un refus, différé ou renvoyé à l'État partie pour compléments d'information. Une non-inscription est définitive. Différer un dossier équivaut à un refus, tout en permettant de représenter ultérieurement la proposition sur d'autres bases. Un renvoi indique une prise en considération du dossier, sous réserve de modifications ou de compléments qui doivent être présentés dans les trois ans.

Le Comité du patrimoine mondial, lors de sa 35<sup>e</sup> session, a décidé de rétablir, à partir du 2 février 2012, la pratique qui consiste à examiner au maximum deux propositions d'inscription par État partie sous réserve qu'au moins une de ces propositions concerne un bien naturel ou un paysage culturel.

Lorsqu'un bien inscrit sur la Liste du patrimoine mondial est menacé par des dangers graves et

spécifiques, le comité détermine s'il y a lieu de l'inscrire sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Lorsque la valeur universelle exceptionnelle du bien qui a justifié son inscription sur la Liste du patrimoine mondial est détruite, le comité détermine s'il y a lieu de rayer le bien de la liste.

## **2-4 - Calendrier**

### Année 1 :

31 janvier : dépôt des candidatures par les États au Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.

1<sup>er</sup> mars : information par le Centre du patrimoine mondial de la complétude du dossier.

Jusqu'à mars (année 2) : évaluation par l'ICOMOS et/ou UICN (en général, entre août et décembre, mission sur place des experts mandatés).

### Année 2 :

6 semaines avant le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO : transmission du rapport d'expertise de l'ICOMOS et/ou UICN à l'UNESCO et à l'État partie.

Juin-juillet : tenue du Comité du patrimoine mondial et prise de décision sur l'inscription.

Un délai de 18 mois s'écoule donc entre le dépôt du dossier et la décision finale.

Les dossiers renvoyés et déposés avant le 31 janvier sont examinés par le Comité du patrimoine mondial la même année.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site officiel de l'UNESCO : <http://whc.unesco.org/fr/> et en particulier vous pouvez télécharger les « orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial » ainsi que le manuel « Établir une proposition d'inscription au patrimoine mondial ».

## **3- Les biens français inscrits sur la Liste du patrimoine mondial au 31 décembre 2011 : 37 biens**

- Mont-Saint-Michel et sa baie (1979)
- Cathédrale de Chartres (1979)
- Palais et parc de Versailles (1979)
- Basilique et colline de Vézelay (1979)
- Sites préhistoriques et grottes ornées de la vallée de la Vézère (1979)
- Cathédrale d'Amiens (1981)
- Arles, monuments romains et romans (1981)
- Théâtre antique et ses abords et « Arc de triomphe » d'Orange (1981)

- Abbaye cistercienne de Fontenay (1981)
- Palais et parc de Fontainebleau (1981)
- Places Stanislas, de la Carrière et d'Alliance à Nancy (1983)
- Abbatale de Saint-Savin-sur-Gartempe (1983)
- Golfe de Porto : calanche de Piana, golfe de Girolata, réserve de Scandola (1983) : Bien naturel
- Pont du Gard (1985)
- Strasbourg - Grande île (1988)
- Paris, rives de la Seine (1991)
- Cathédrale Notre-Dame, ancienne abbaye Saint-Rémi et palais de Tau, Reims (1991)
- Cathédrale de Bourges (1992)
- Centre historique d'Avignon : palais des Papes, ensemble épiscopal et pont d'Avignon (1995)
- Canal du Midi (1996)
- Ville fortifiée historique de Carcassonne (1997)
- Pyrénées - Mont Perdu (1997) : Bien mixte
- Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France (1998)
- Site historique de Lyon (1998)
- Beffrois de Belgique et de France (avec la Belgique) (1999)
- Juridiction de Saint-Émilien (1999)
- Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes (2000)
- Provins, ville de foire médiévale (2001)
- Le Havre, la ville reconstruite par Auguste Perret (2005)
- Bordeaux, port de la Lune (2007)
- Fortifications de Vauban (2008)
- Lagons de Nouvelle-Calédonie : diversité récifale et écosystèmes associés (2008) : Bien naturel
- De la grande saline de Salins-les-Bains à la saline royale d'Arc-et-Senans, la production du sel ignigène (1982, 2009)
- Cité épiscopale d'Albi (2010)
- Pitons, cirques et remparts de l'île de la Réunion (2010) : Bien naturel
- Les Causses et les Cévennes, paysage culturel de l'agropastoralisme méditerranéen (2012)
- Les sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes (2012)

## PATRIMOINES - ARCHÉOLOGIE

### **Décision n° 2012-DG/12/0032 du 11 avril 2012 portant délégation de signature au directeur de l'administration et des finances et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).**

Le directeur général,

Vu le titre II du livre V de la partie législative du Code du patrimoine, et notamment ses articles L.523-1 et suivants ;

Vu les titres II et IV - section 3 du livre V de la partie réglementaire du Code du patrimoine ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur général de l'institut énumérées aux paragraphes 3° à l'exclusion des ordonnancements imputables sur l'enveloppe « personnel » inscrite au budget voté de l'établissement et des dépenses de fonctionnement relatives à la gratification des stagiaires et de leurs indemnités de frais de transports, 5°, 6°, 7° et 8°, ainsi qu'au dernier alinéa de l'article R. 545-41 du Code du patrimoine.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, délégation est donnée à M<sup>me</sup> Christiane Berthot, directrice de l'administration et des finances adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**Art. 3.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M<sup>me</sup> Francine Myotte, chef du service de l'exécution budgétaire, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 €HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en recette et en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Francine Myotte, chef du service de l'exécution budgétaire, délégation est donnée concurremment à M<sup>me</sup> Caroline Chabert, adjointe au chef du service de l'exécution budgétaire - responsable du pôle recettes et à M<sup>me</sup> Fatima Halla, adjointe au chef du service de l'exécution budgétaire - responsable du pôle dépenses, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 €HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en recette et en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

**Art. 5.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M<sup>me</sup> Martine Hurstel, chef du service des marchés publics, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- le cahier du registre des dépôts ;
- les procès-verbaux d'ouverture des candidatures et des offres ;
- les décisions de sélection de candidatures ;
- les correspondances administratives dans le cadre des procédures de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics, à l'exception des courriers d'envoi à l'autorité chargée du contrôle financier ;
- les certificats administratifs ;
- les bons de commande passés pour l'application des marchés publics de réalisation de prestations de services juridiques (assistance, conseil juridique et représentation en justice) dans le cadre du contentieux des marchés publics ;
- les copies certifiées conformes.

**Art. 6.** - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, directeur de l'administration et des finances, à M<sup>me</sup> Nelly Gutel-Lai, chef du service des affaires générales et immobilières, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les actes d'achat dont le montant est inférieur à 20 000 €HT ;
- les actes de liquidation et de mandatement en dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

**Art. 7.** - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

**Art. 8.** - Le directeur de l'administration et des finances de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,  
Arnaud Roffignon

---

## PATRIMOINES - ARCHITECTURE

### Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ohad Abisor).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Ohad Abisor, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :



**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Ohad Abisoror, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 8 décembre 1983 à Montréal (Canada).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tae-Jun Ahn).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Tae-Jun Ahn, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Tae-Jun Ahn, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 9 octobre 1969 à Séoul (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Viet-Hung Duong).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Viet-Hung Duong, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Viet-Hung Duong, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 2 janvier 1978 à Khang Hoa (Vietnam).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Fadil Foondun).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles

pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Fadil Foondun, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Fadil Foondun, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 26 septembre 1984 à Candos (Maurice).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Charbel Ghanem).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers du 28 juillet 2003 ;

Vu la demande présentée par M. Charbel Ghanem, titulaire du diplôme d'architecte libanais délivré par le département d'architecture de la faculté des beaux-arts et arts appliqués de l'université Saint-Esprit de Kaslik (Liban), en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Charbel Ghanem, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 25 août 1980 à Beyrouth (Liban).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Claudia Hernandez Nass).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Claudia Hernandez Nass, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Claudia Hernandez Nass, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 7 septembre 1975 à Caracas (Vénézuéla).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hwan-Chul Kim).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Hwan-Chul Kim, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Hwan-Chul Kim, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 novembre 1974 à Nam Won (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Sung-Hun Kim).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Sung-Hun Kim, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Sung-Hun Kim, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 janvier 1975 à Busan (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Alexandra Lazic).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Alexandra Lazic, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Alexandra Lazic, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, de nationalité serbe, née le 4 février 1981 à Paris (France).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ming-Hua Lee).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Ming-Hua Lee, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Ming-Hua Lee, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 28 octobre 1979 à Taïnan (Taïwan).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Yu Seong Lee).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Yu Seong Lee, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à

exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Yu Seong Lee, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 janvier 1970 à Kyoung Ki Do (Corée).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Yunmi Lee).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Yunmi Lee, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Yunmi Lee, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 22 mai 1972 à Woolsan (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace



**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Carlos Moraga Mansoulet).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Carlos Moraga Mansoulet, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Carlos Moraga Mansoulet, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 30 juin 1972 à Concepcion (Chili).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Zena Nacouz).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Zena Nacouz, diplômée architecte DESA et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Zena Nacouz, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, de nationalité libanaise, née le 4 juin 1986 à Beyrouth (Liban).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Shinku Noda).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Shinku Noda, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Shinku Noda, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 7 juillet 1979 à Sapporo (Japon).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Eddouha Oulkadi).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Chamss Eaddouha Oulkadi, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Eddouha Oulkadi, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 29 mars 1984 à Agadir (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Navaei Parvaneh).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Navaei Parvaneh,

diplômée architecte DESA, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Navaei Parvaneh, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 11 octobre 1958 à Ispahan (Iran).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Rym Raoui).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Rym Raoui, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Rym Raoui, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 26 mars 1980 à Alger (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Onur Sagkan).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Onur Sagkan, diplômé architecte DESA, titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Onur Sagkan, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 14 avril 1978 à Zonguldak (Turquie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Khaldoun Sektaoui).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Khaldoun Sektaoui, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à

exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Khaldoun Sektaoui, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 8 mars 1982 à Rabat (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hessam Khorasami Zadeh).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Hessam Khorasami Zadeh, titulaire du diplôme universitaire spécialisé d'architecture « Laurea specialistica in Architettura » délivré par l'université de Rome « La Sapienza » (titre italien figurant à l'annexe v de la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005) et du diplôme universitaire d'architecture UE 4/S « Laurea in Architettura UE - 4/S » décerné par l'université de Rome « La Sapienza » habilitant à l'exercice de la profession d'architecte en Italie, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte en France,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Hessam Khorasami Zadeh, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 31 mai 1981 à Téhéran (Iran).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Nassima Zaïdat).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;  
Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Nassima Zaïdat, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Nassima Zaïdat, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 6 avril 1979 à Tizi-Ouzou (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>le</sup> Xiangying Zhao).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif

à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>le</sup> Xiangying Zhao, diplômée architecte DESA, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>le</sup> Xiangying Zhao, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 2 novembre 1975 à Zhejiang (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ling Zhong).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Ling Zhong, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :



M. Ling Zhong, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 6 mars 1982 à Chongqing (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 9 septembre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Noura Zorgati).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Noura Zorgati, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Noura Zorgati, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 27 avril 1978 à Sousse (Tunisie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Halima Keraghel).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Halima Keraghel, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Halima Keraghel, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 6 octobre 1982 à Kouba (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chang Dong Kim).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Chang Dong Kim, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Chang Dong Kim, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 5 novembre 1968 à Kim-Jea (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Lissette Ruiz Rodriguez).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;  
Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Lissette Ruiz Rodriguez, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Lissette Ruiz Rodriguez, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 4 octobre 1982 à Managua (Nicaragua).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 20 octobre 2011 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Kateryna Zhyrova).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Kateryna Zhyrova, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Kateryna Zhyrova, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 15 juillet 1983 à Ivano-Frankovsk (Ukraine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Vaheh Amirjanians).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Vaheh Amirjanians, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Vaheh Amirjanians, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 24 mai 1984 à Téhéran (Iran).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Othmane Aoujil).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Othmane Aoujil, architecte diplômé DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Othmane Aoujil, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 25 septembre 1974 à Rabat (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Aicha Baya Benchikh El Fegoun).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Aicha Baya Benchikh El Fegoun, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Aicha Baya Benchikh El Fegoun, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 19 décembre 1981 à Alger (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Amel Benyamina-Bouamarane).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Amel Benyamina-Bouamarane, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Amel Benyamina-Bouamarane, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 5 janvier 1971 à Oran (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chi Yeu Duong).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Chi Yeu Duong, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Chi Yeu Duong, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 12 septembre 1984 à Hanoï (Vietnam).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Kahina Dutey).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 78-67 du 16 janvier 1978 pris pour application des articles 10, 11 et 38 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et relatif aux conditions requises pour l'inscription au tableau régional d'architectes, et notamment son article 6 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Kahina Dutey, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Kahina Dutey, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 14 février 1980.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Youssef El Kabbaj).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Youssef El Kabbaj, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :



**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Youssef El Kabbaj, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 4 septembre 1985 à Rabat (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Chafia Gaïd).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Chafia Gaïd, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Chafia Gaïd, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 28 avril 1980 à Alger (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mamoun Hamoui-Fahham).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Mamoun Hamoui-Fahham, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Mamoun Hamoui-Fahham, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 30 juin 1946 à Damas (Syrie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Won Chul Kim).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Won Chul Kim, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,



Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Won Chul Kim, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 4 septembre 1971 à Taegu (République de Corée).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation de réaliser un projet déterminé en France (M. Charles Mador).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 20 ;

Vu la demande présentée par M. Charles Mador, titulaire du diplôme d'architecte délivré par l'université de Carleton (Canada), en vue d'être autorisé à réaliser un projet déterminé en France,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à réaliser un projet déterminé en France, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Charles Mador, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 18 août 1954 à Sudbury (Canada).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Raymond Namy).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Raymond Namy, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Raymond Namy, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 9 avril 1971 à Yaoundé (Cameroun).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Francisco Prado Salazar).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Francisco Prado Salazar, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à

exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Francisco Prado Salazar, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 25 avril 1979 à Santiago (Chili).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Herizo Randrianarison).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Herizo Randrianarison, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Herizo Randrianarison, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 21 mars 1982 à Antsirabe (Madagascar).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Linda Razki).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Linda Razki, diplômée architecte de l'école spécialisée d'architecture de Paris Grade 2 (DESA) et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Linda Razki, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 5 mai 1983 à Oujda (Maroc).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 22 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Lounis Yacia).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Lounis Yacia, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Lounis Yacia, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 septembre 1980 à Chemini (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Alia Dinally).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Alia Dinally, diplômée architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte ,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Alia Dinally, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 8 juin 1978 à Plaine Wilhems (Île Maurice).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Amir Douzi).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Amir Douzi, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Amir Douzi, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 1<sup>er</sup> août 1982 à Ben Guerdane (Tunisie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Déric Fourie).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Déric Fourie, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Déric Fourie, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 4 novembre 1978 à Paarl (Afrique du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Tien-Hung Hwang).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Tien-Hung Hwang, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 susvisée :

M<sup>lle</sup> Tien-Hung Hwang ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 11 novembre 1979 à Taipei (Taïwan).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Seung Bok Jeong).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Seung Bok Jeong, diplômé architecte DESA et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Seung Bok Jeong, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, de nationalité sud-coréenne, né le 3 avril 1977 à Jeju-Do (Corée du Sud).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace



**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Bing Li).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Bing Li, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Bing Li, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 18 janvier 1974 à Shenyang (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Sheng Li).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Sheng Li, diplômé architecte DPLG, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Sheng Li, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 7 mai 1978 à Anhui (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Guo Hong Song).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Guo Hong Song, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Guo Hong Song, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 10 juillet 1975 à Wu-Yang (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace



**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M<sup>lle</sup> Josyane Tchanque).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;  
Vu la demande présentée par M<sup>lle</sup> Josyane Tchanque, diplômée architecte DPLG, en vue d'être autorisée à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>lle</sup> Josyane Tchanque, ressortissante d'un État non membre de l'Union européenne, née le 14 février 1977 à Douala (Cameroun).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Chiefeng Tsai).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;  
Vu la demande présentée par M. Chiefeng Tsai, diplômé architecte d'État et titulaire de l'habilitation à exercer la maîtrise d'œuvre en son nom propre, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Chiefeng Tsai, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 30 novembre 1976 à Taichung (Taïwan).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Dashan Yang).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;  
Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;  
Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;  
Vu la demande présentée par M. Dashan Yang, diplômé d'État d'architecte et titulaire de habilitation à exercer la maîtrise d'ouvrage en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Dashan Yang, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 28 février 1976 à Gaizhou (Chine).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 29 février 2012 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Tarek Zouai).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 15 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment son article 19 ;

Vu la demande présentée par M. Tarek Zouai, titulaire du certificat attestant de son inscription au registre A des architectes - Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement - inscrit à l'annexe VI de la directive n° 2005/36/CE du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles par décision n° 2/2011 du comité mixte UE-Suisse, en vue d'être autorisé à exercer la profession d'architecte,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est autorisé à exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M. Tarek Zouai, ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne, né le 15 septembre 1978 à Bouira (Algérie).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

**Décision du 26 avril 2012 portant reconnaissance de qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte en France (M<sup>me</sup> Ethel Buisson).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et notamment son article 10-3° ;

Vu le décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif

à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 relatif aux modalités de reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, et notamment ses articles 5 à 12 ;

Vu la demande présentée par M<sup>me</sup> Ethel Buisson,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est reconnue qualifiée pour exercer la profession d'architecte, dans les conditions fixées par la loi du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture :

M<sup>me</sup> Ethel Buisson, de nationalité française, née le 23 octobre 1968 à La Tronche (Isère).

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,  
chargé de l'architecture,  
Bertrand-Pierre Galey

**Décision du 26 avril 2012 modifiant la décision du 1<sup>er</sup> décembre 2009 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Amirouche Moukneche).**

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la décision du 1<sup>er</sup> décembre 2009 autorisant M. Amirouche Moukneche à exercer la profession d'architecte en France, publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication n° 183,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - À l'article 1<sup>er</sup>, second alinéa, de la décision du 1<sup>er</sup> décembre 2009, ci-dessus visée, il convient de lire, au lieu de : « 6 juin », « 6 juillet ».

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Pour le ministre et par délégation :  
La sous-directrice de l'enseignement supérieur  
et de la recherche en architecture,  
Maryline Laplace

## PATRIMOINES - ARCHIVES

**Circulaire n° 2012/005 (DGP/SIAF/2012/006) du 16 avril 2012 relative au tri et à la conservation des archives produites par les laboratoires d'analyses publics ou chargés d'une mission de service public (modification de la circulaire conjointe n° DPACI/RES/2008/018 du 31 décembre 2008 et n° DGAL/MAPP/N2009-8029 du 21 janvier 2009).**

**NOR : MCCC1222115C**

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire à

M<sup>mes</sup> et MM. les préfets de région,

M<sup>mes</sup> et MM. les préfets de département.

à l'attention de :

M<sup>mes</sup> et MM. les directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

M<sup>mes</sup> et MM. les directeurs départementaux de la protection des populations,

M<sup>mes</sup> et MM. les directeurs départementaux de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Le ministre de la Culture et de la Communication à

M<sup>mes</sup> et MM. les préfets de région,

M<sup>mes</sup> et MM. les préfets de département.

à l'attention de :

M<sup>mes</sup> et MM. les directeurs des services départementaux d'archives.

### Textes de référence :

- Code du patrimoine, notamment les art. L. 212-2, L. 212-3, R. 212-4 et R. 212-14.

### Textes modifiés :

- Circulaire conjointe du ministre de la Culture et de la Communication et du ministre de l'Agriculture et de la Pêche n° DPACI/RES/2008/018 du 31 décembre 2008 et n° DGAL/MAPP/N2009-8029 du 21 janvier 2009 relative au tri et à la conservation des services de contrôle sanitaire et vétérinaire, et par les laboratoires départementaux publics d'analyses (page 37).

La circulaire conjointe du ministre de la Culture et de la Communication et du ministre de l'Agriculture et de la Pêche n° DPACI/RES/2008/018 du 31 décembre 2008 et n° DGAL/MAPP/N2009-8029 du 21 janvier 2009 fixant des règles de tri pour les documents produits par les laboratoires départementaux publics d'analyses, est modifiée comme suit :

- toute mention de laboratoire public d'analyses est remplacée par laboratoire d'analyses public ou chargé d'une mission de service public ;

- le tableau en page 37 est remplacé par le tableau suivant (les modifications apparaissent en bleu) [*les modifications n'apparaissent pas en bleu mais en gras*].

(tableau page suivante)

Typologie des documents	DUA	Sort final	Observations
1. PRÉPARATION DE MILIEUX DE CULTURE			Correspond surtout aux activités des secteurs bactériologie vétérinaire.
Feuilles de paillasse.	5 ans	D	
2. RÉALISATION DES ANALYSES			Pour tous les secteurs d'activités (pathologie vétérinaire, hygiène alimentaire).
Réception des prélèvements : registre ou chrono.	5 ans	D	Valable quel que soit le type d'analyse à pratiquer.
Dossiers techniques par client : - demande d'analyse ; - feuille de paillasse ; - résultats des analyses.	5 ans	D	
Organismes nuisibles sur végétaux et produits végétaux (demande d'analyse, feuilles de paillasse et résultats d'analyse, des laboratoires d'analyses publics ou chargés d'une mission de service public et du laboratoire national de référence) : - résultats négatifs ; - résultats non négatifs.	5 ans 10 ans	D C	Remarque : ces dispositions sont obligatoires pour les laboratoires publics d'analyses et les laboratoires privés d'analyses ayant une mission de service public. Elles sont informatives pour les laboratoires privés.
Lutte contre l'ESB : - résultats négatifs ; - résultats non négatifs.	7 ans 15 ans	D C	Justification de la DUA : Délai défini par le COFRAC lors de l'accréditation d'un laboratoire.
3. TRAITEMENT DES DÉCHETS			
Bordereaux de prise en charge, transport, suivi, destruction.	10 ans	D	

Nous vous remercions d'assurer la diffusion de la présente circulaire auprès des directeurs des laboratoires d'analyses publics ou chargés d'une mission de service public et vous prions de nous faire connaître toute difficulté qui pourrait survenir dans son application.

Pour le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire et par délégation :

Le directeur général de l'alimentation,

Patrick Dehaumont

Pour le ministre de la Culture et de la Communication et par délégation :

Le directeur chargé des Archives de France,

Hervé Lemoine

## PATRIMOINES - MONUMENTS HISTORIQUES

### Arrêté du 25 avril 2012 portant nomination au conseil d'orientation du domaine national de Chambord.

Le ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire et le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2005-703 du 24 juin 2005 modifié relatif à l'établissement public du domaine national de Chambord, notamment son article 15,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres du conseil d'orientation du domaine national de Chambord :

1° Au titre du collège des personnalités du monde économique, scientifique, culturel, cynégétique ou sylvicole :

- M. Claude d'Anthenaïse,
- M<sup>me</sup> Catherine Arminjon,
- M. Jean-Marie Ballu,
- M. Claude Bartolone,
- M. Michel Charasse,
- M. Bertrand Landrieu,
- M. Patrick Molis,
- M. Pierre Mongin,
- M. François Patriat,
- M. Ladislav Poniatowski,

2° Au titre du collège des organismes publics ou privés, français ou étrangers, directement intéressés par les missions de l'établissement public :

- M. François Baroin,
- M. Jean-Paul Brocheton,
- M. Thierry Crépin-Leblond,
- M. Yves d'Hérouville,
- M. Georges Dutruc-Rosset
- M. Yvon Le Maho,
- M. Jérôme Peyrat.

3° Au titre du collège des acteurs de la vie locale :

- M. Laurent Charbonnier,
- M. Patrice Martin-Lalande.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié aux *Bulletins officiels* du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, du ministère

de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire et du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de l'Écologie, du Développement durable,  
des Transports et du Logement,  
François Fillon

Le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,  
de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire,  
Bruno Le Maire

Le ministre de la Culture et de la Communication,  
Frédéric Mitterrand

## PATRIMOINES - MUSÉES

### Décision n° 2012-01 du 4 avril 2012 portant délégation de signature à la Maison de l'histoire de France.

Le président de l'établissement public de la Maison de l'histoire de France,

Vu le Code des marchés publics ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2011-1928 du 22 décembre 2011 portant création de la Maison de l'histoire de France ;

Vu le décret du 26 décembre 2011 portant nomination de la présidente de la Maison de l'histoire de France,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation est donnée à Pierrick Foury, responsable administratif et financier, à l'effet de signer :

- les contrats, autres que ceux relevant du Code des marchés publics, emportant dépenses et recettes d'un montant inférieur à 30 000 €HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnement des dépenses et des recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les demandes d'avances ;
- les états de frais de déplacement ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les gratifications de stagiaires ;
- tous les actes relatifs à la gestion administrative et financière des personnels de l'établissement public, à l'exception :

- . de tous les actes relatifs au recrutement des personnels, notamment les contrats et leurs avenants, les décisions de recrutement ou d'affectation et les conventions de mise à disposition,



. des sanctions disciplinaires et des licenciements.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'établissement public de la Maison de l'histoire de France.

Le président de la Maison de l'histoire de France,  
Maryvonne de Saint Pulgent

**Décision n° DFJ/DAMT/2012/06 du 5 avril 2012 modifiant la décision n° DFJ/DAMT/2011/28 du 5 décembre 2011 portant délégation de signature au musée du Louvre.**

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 14 avril 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJ/DAMT/2011/28 du 5 décembre 2011 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 2 de la décision n° DFJ/DAMT/2011/28 susvisée est modifié comme suit :

« Délégation est donnée à M. Michel Antonpietri, directeur adjoint en charge de la sous-direction de la muséographie, à M. Jean-Pierre Clément, directeur adjoint en charge de la sous-direction technique, et à M. Jean-Claude Riehl, directeur adjoint en charge de la sous-direction bâtiment, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision.

En cas d'absence ou d'empêchement de M<sup>me</sup> Sophie Lemonnier, délégation est donnée à M. Michel

Antonpietri, à M. Jean-Pierre Clément et à M. Jean-Claude Riehl à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction de l'architecture, de la muséographie et des techniques, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision. ».

**Art. 2.** - L'article 6 *bis* suivant est ajouté à la décision n° DFJ/DAMT/2011/28 susvisée :

« Art. 6 *bis*. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Claude Riehl, délégation est donnée à M. Richard Urrea-Forero, conducteur d'opérations « schéma directeur accessibilité », à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les attestations de service fait et les certificats administratifs. ».

**Art. 3.** - Les autres articles de la décision n° DFJ/DAMT/2011/28 susvisée demeurent inchangés.

**Art. 4.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet du musée du Louvre.

**Art. 5.** - Cette décision prend effet à compter de sa publication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

**Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination au conseil scientifique de l'établissement public du musée national Picasso-Paris.**

Le ministre de Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2010-669 du 18 juin 2010 portant création de l'établissement public du musée national Picasso-Paris et notamment son article 16,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres du conseil scientifique de l'établissement public du musée Picasso-Paris en qualité de personnalités qualifiées, pour une durée de trois ans :

- M. Karmel (Josep), directeur du département d'histoire de l'art de l'université de New York ;
- M. Lowry (Glenn), directeur du Museum of Modern Art (MoMA) de New York ;
- M. Nancy (Jean-Luc), philosophe ;
- M. Weil (François), président de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre de Culture et de la Communication,  
Frédéric Mitterrand

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au *Journal officiel*

### JO n° 79 du 1<sup>er</sup> avril 2012

#### Premier ministre

Texte n° 1 Circulaire du 29 mars 2012 relative à l'efficiencia des activités de publication de l'État.

Texte n° 4 Décret du 30 mars 2012 portant nomination à la Commission d'accès aux documents administratifs (M. Christian Cointat).

#### Justice et libertés

Texte n° 8 Arrêté du 30 mars 2012 portant maintien en détachement (Conseil d'État) (M. Alain Seban, président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

#### Économie, finances et industrie

Texte n° 11 Arrêté du 2 mars 2012 portant nomination au Conseil national du tourisme.

#### Conventions collectives

Texte n° 18 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels.

### JO n° 80 du 3 avril 2012

#### Culture et communication

Texte n° 24 Arrêté du 8 mars 2012 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 17 juillet 2007 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique de la ville de Lyon.

Texte n° 25 Arrêté du 8 mars 2012 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 22 janvier 2009 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société Archeodunum SAS.

Texte n° 26 Arrêté du 8 mars 2012 modifiant l'arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive d'OA France SAS.

Texte n° 27 Arrêté du 8 mars 2012 portant modification des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique départemental du Finistère.

Texte n° 28 Arrêté du 8 mars 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du pôle d'archéologie de la communauté d'agglomération de Metz métropole.

Texte n° 29 Arrêté du 8 mars 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société Eveha.

Texte n° 30 Arrêté du 8 mars 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de l'association Arkéosite.

Texte n° 31 Arrêté du 8 mars 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du pôle archéologique départemental des Pyrénées-Orientales.

#### Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 51 Décret du 30 mars 2012 portant nomination du sous-préfet de Draguignan (classe fonctionnelle II) (M. Stanislas Cazelles).

#### Conventions collectives

Texte n° 65 Arrêté du 26 mars 2012 portant extension d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 67 Arrêté du 26 mars 2012 portant extension d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 68 Arrêté du 26 mars 2012 portant extension d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

### JO n° 81 du 4 avril 2012

#### Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Texte n° 25 Arrêté du 16 mars 2012 portant ouverture en 2013 de concours de recrutement externe et interne de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « musique », disciplines « trompette » et « trombone ».

Texte n° 26 Arrêté du 20 mars 2012 portant ouverture en 2013 des concours de recrutement externe et interne de professeurs d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « guitare », par le centre de gestion du Calvados en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

#### Culture et communication

Texte n° 54 Arrêté du 23 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *La*

*dernière nuit de Troie. Histoire et violence autour de La Mort de Priam de Pierre-Narcisse Guérin*, au musée des Beaux-Arts d'Angers).

Texte n° 55 Décision du 26 mars 2012 portant délégation de signature (département de l'information et de la communication).

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 56 Arrêté du 21 mars 2012 autorisant au titre de l'année 2012 des recrutements sans concours de magasiniers des bibliothèques de 2<sup>e</sup> classe et fixant le nombre de postes offerts à ces recrutements.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 92 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 93 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 94 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis divers**

Texte n° 118 Vocabulaire de l'édition et du livre (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

### **JO n° 82 du 5 avril 2012**

#### **Premier ministre**

Texte n° 2 Arrêté du 3 avril 2012 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

#### **Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 29 mars 2012 modifiant l'arrêté du 10 février 2012 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement de professeurs des écoles nationales supérieures d'art du ministère de la Culture et de la Communication.

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 72 Décret du 3 avril 2012 portant nomination du sous-préfet de Lisieux (M. Lucien Giudicelli).

Texte n° 73 Décret du 3 avril 2012 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Lisieux (M. Bertin Destin).

Texte n° 74 Arrêté du 3 avril 2012 portant nomination du commissaire délégué de la République pour la province sud auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie (M. Régis Elbez).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 99 Arrêté du 28 mars 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (n° 1016).

Texte n° 100 Arrêté du 28 mars 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique (n° 1194).

Texte n° 101 Arrêté du 28 mars 2012 portant extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 102 Arrêté du 28 mars 2012 portant extension d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 104 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des artistes-interprètes des émissions de télévision.

Texte n° 107 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 108 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 109 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Guadeloupe) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 110 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Île-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 111 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 112 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Martinique) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 113 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 114 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 115 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 116 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 131 Avis n° 2012-05 du 13 mars 2012 sur un projet de modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

**Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**

Texte n° 132 Avis n° 2012-0278 du 6 mars 2012 sur le projet d'arrêté portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

**Avis divers**

Texte n° 152 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

**JO n° 83 du 6 avril 2012****Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 13 Décret n° 2012-452 du 4 avril 2012 portant publication du protocole d'application relatif à des actions de formation à l'école des métiers de la mode du CETTEX entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Tunis le 10 novembre 2011.

**Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 22 Arrêté du 22 mars 2012 portant ouverture en 2013 de concours pour le recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « musique », disciplines « clarinette » et « jazz (tous instruments) », par le centre de gestion des Bouches-du-Rhône en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs.

Texte n° 23 Arrêté du 22 mars 2012 portant ouverture en 2013 d'un concours pour le recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « orgue », par le centre de gestion de la Loire-Atlantique en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

**Culture et communication**

Texte n° 36 Liste des immeubles protégés au titre des monuments historiques en 2011.

Texte n° 75 Décret du 4 avril 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie (M<sup>me</sup> Dominique Ferriot).

Texte n° 76 Arrêté du 28 mars 2012 portant nomination (M. Jean-Loup Lecoq, directeur régional adjoint, DRAC Bretagne).

**Justice et libertés**

Texte n° 56 Arrêté du 4 avril 2012 portant placement dans la position de détachement (Conseil d'État) (M. Alban de Nervaux à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais).

**Conventions collectives**

Texte n° 82 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 83 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (La Réunion) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 84 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Guyane) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 87 Décision n° 2012-160 du 20 mars 2012 portant désignation d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Nancy (M<sup>me</sup> Natacha Jaeck).

**Avis divers**

Texte n° 133 Avis relatif aux certificats électroniques de l'autorité de certification racine de l'État français dits « certificats IGC/A ».

**JO n° 84 du 7 avril 2012****Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 27 mars 2012 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la gestion de la téléphonie mobile sur le lieu de travail.

Texte n° 41 Arrêté du 2 avril 2012 pris pour l'application des articles R. 581-62 et R. 581-63 du Code de l'environnement.

Texte n° 42 Décision du 28 mars 2012 portant délégation de signature (Centre national du cinéma et de l'image animée).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 43 Arrêté du 26 mars 2012 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture du recrutement d'un magasinier des bibliothèques de 2<sup>e</sup> classe par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État (PACTE).

**Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 76 Décision n° 2012-186 du 6 avril 2012 fixant pour chaque candidat la durée des émissions relatives à la campagne électorale en vue du premier tour du scrutin de l'élection du Président de la République et portant répartition de cette durée en nombre et durée d'émissions.

Texte n° 77 Décision n° 2012-187 du 6 avril 2012 fixant les dates et ordre de passage des émissions de la campagne officielle radiotélévisée sur les antennes des sociétés nationales de programme en vue du premier tour de l'élection du Président de la République.

Texte n° 80 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (Bordeaux).



**JO n° 85 du 8 avril 2012****Ordre national de la Légion d'honneur**

Texte n° 2 Décret du 6 avril 2012 portant promotion à l'ordre national de la Légion d'honneur (pour le ministère de la Culture : M<sup>mes</sup> Josette, Julia, Charlotte Amiel, Maryvonne, Jeanne, Marguerite Chamboduc de Saint-Pulgent, née Le Gallo et M. Jean-Claude, Alain, André Meyer).

Texte n° 6 Décret du 6 avril 2012 portant promotion et nomination à l'ordre national de la Légion d'honneur (pour le ministère de la Culture : M<sup>me</sup> Marie-Christine Barrault, MM. Serge, Paul Baudo, Bruno, Marie, Jacques Foucart et M<sup>me</sup> Margit, Katalin dite Margaret Menegoz, née Baranyai).

Texte n° 7 Décret du 6 avril 2012 portant nomination à l'ordre national de la Légion d'honneur.

**Culture et communication**

Texte n° 15 Décret n° 2012-462 du 6 avril 2012 relatif à l'établissement public Cité de la céramique - Sèvres et Limoges.

Texte n° 55 Décret du 6 avril 2012 portant nomination d'une inspectrice générale des affaires culturelles (M<sup>me</sup> Anne-Marie Le Guével).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 25 Arrêté du 29 mars 2012 fixant au titre de l'année 2012 le nombre de postes offerts au concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2<sup>e</sup> classe.

Texte n° 26 Arrêté du 29 mars 2012 fixant au titre de l'année 2012 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études.

Texte n° 27 Arrêté du 29 mars 2012 fixant au titre de l'année 2012 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'assistants ingénieurs.

Texte n° 31 Arrêté du 29 mars 2012 fixant au titre de l'année 2012 le nombre de postes offerts aux recrutements d'adjoints techniques de recherche et de formation de 2<sup>e</sup> classe par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État (PACTE).

Texte n° 32 Arrêté du 29 mars 2012 fixant au titre de l'année 2012 le nombre de postes offerts aux recrutements sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation de 2<sup>e</sup> classe.

**JO n° 86 du 11 avril 2012****Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 17 Arrêté du 22 mars 2012 portant ouverture en 2013 de concours de recrutement externe et interne de professeurs territoriaux d'enseignement artistique spécialités « musique, danse et art dramatique », discipline « professeur chargé de direction », par le centre interdépartemental ou départemental de gestion

de la Vienne en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs.

Texte n° 77 Décret du 6 avril 2012 portant nomination de la sous-préfète de Saint-Flour (M<sup>me</sup> Delphine Balsa).

**Conventions collectives**

Texte n° 87 Arrêté du 2 avril 2012 portant extension d'accords et d'avenants examinés en sous-commission des conventions et accords du 15 mars 2012 (dont : convention collective nationale des télécommunications (n° 2148).

**Avis divers**

Texte n° 129 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Archéopages : Nouveaux champs de la recherche archéologique*, Institut national de recherches archéologiques préventives INRAP).

**JO n° 87 du 12 avril 2012****Culture et communication**

Texte n° 35 Arrêté du 26 mars 2012 portant approbation de la prorogation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public (Les Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau).

Texte n° 36 Arrêté du 30 mars 2012 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Arras).

Texte n° 68 Décret du 10 avril 2012 portant nomination du président du conseil d'orientation du domaine national de Chambord (M. Renaud Denoix de Saint Marc).

**Conventions collectives**

Texte n° 81 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**JO n° 88 du 13 avril 2012****Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 12 Arrêté du 30 mars 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 des concours interne et externe de professeur territorial d'enseignement artistique dans la spécialité « musique » et dans la discipline « percussions » par le centre de gestion d'Indre-et-Loire en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

**Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 23 Arrêté du 6 avril 2012 modifiant l'arrêté du 15 décembre 2008, modifié par les arrêtés du



26 janvier 2011 et du 11 février 2010, relatif au contrôle financier des programmes et services du ministère de la Culture et de la Communication.

#### **Culture et communication**

Texte n° 25 Arrêté du 30 mars 2012 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Baugé).

#### **Premier ministre**

Texte n° 30 Arrêté du 12 avril 2012 portant cessation de fonctions et nomination du secrétaire général du comité interministériel du handicap.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 66 Arrêté du 3 avril 2012 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie de la sérigraphie et des procédés d'impression numérique connexes (n° 614).

Texte n° 71 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

### **JO n° 89 du 14 avril 2012**

#### **Culture et communication**

Texte n° 24 Décret n° 2012-479 du 12 avril 2012 relatif au délégué interministériel aux Archives de France et au comité interministériel aux Archives de France.

Texte n° 25 Arrêté du 28 mars 2012 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine.

Texte n° 26 Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Eva Besnyö*, au musée du Jeu de Paume).

Texte n° 27 Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Corps et ombres, Le Caravage et le caravagisme européen*, au musée Fabre de Montpellier).

Texte n° 28 Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Charles-Nicolas Dodin*, au château de Versailles).

Texte n° 29 Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Gerhard Richter, panorama*, au Centre Pompidou, Paris).

Texte n° 30 Arrêté du 3 avril 2012 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine.

Texte n° 31 Décision du 11 avril 2012 portant délégation de signature (direction générale des patrimoines) (M<sup>me</sup> Maud Menouillard).

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 65 Arrêté du 13 avril 2012 portant nomination au Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 72 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 73 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 142 Avis de vacance d'un emploi de directeur régional adjoint des affaires culturelles (région Midi-Pyrénées).

#### **Avis divers**

Texte n° 151 Avis n° 2012-03 de la commission consultative des trésors nationaux.

Texte n° 152 Avis n° 2012-04 de la commission consultative des trésors nationaux.

### **JO n° 90 du 15 avril 2012**

#### **Culture et communication**

Texte n° 14 Décret n° 2012-484 du 13 avril 2012 relatif à la réforme des aides à la presse et au fonds stratégique pour le développement de la presse.

Texte n° 15 Décret n° 2012-485 du 13 avril 2012 modifiant le décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Texte n° 16 Arrêté du 12 avril 2012 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement de techniciens d'art du ministère de la Culture et de la Communication

Texte n° 28 Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination au conseil d'administration du musée Rodin (M<sup>mes</sup> Dorothy Kosinski, Christine Cayol, Éléonore de Lacharrière, M. Yves de Chaisemartin).

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 18 Décret n° 2012-487 du 13 avril 2012 modifiant le décret n° 2007-382 du 21 mars 2007 portant création de l'établissement public de coopération scientifique « université Paris-Est ».

### **JO n° 92 du 18 avril 2012**

#### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 52 Arrêté du 10 avril 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (dont pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 53 Arrêté du 10 avril 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (dont pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 74 Arrêté du 10 avril 2012 portant désignation du vice-président du comité d'harmonisation de l'audit interne (M. Philip Dane).

#### **Culture et communication**

Texte n° 58 Arrêté du 6 avril 2012 portant délégation de signature (cabinet) (M. Pierre Lungheretti).

Texte n° 59 Arrêté du 6 avril 2012 portant délégation de signature (cabinet) (M<sup>me</sup> Annabelle Archien).

Texte n° 77 Arrêté du 6 avril 2012 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M<sup>me</sup> Élodie Perthuisot).

Texte n° 78 Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination au cabinet du ministre (M. Pierre Lungheretti).

Texte n° 79 Arrêté du 6 avril 2012 portant nomination au cabinet du ministre (M<sup>me</sup> Annabelle Archien).

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 71 Décret du 17 avril 2012 portant nomination du sous-préfet de Fontainebleau (M. Franck-Philippe Georgin).

#### **Avis divers**

Texte n° 101 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Histoire administrative du ministère de la Culture et de la Communication : 1959-2012*, la Documentation française).

### **JO n° 93 du 19 avril 2012**

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 17 Arrêté du 22 mars 2012 portant ouverture en 2013 d'un concours de recrutement externe et interne de professeur territorial d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « alto », par le centre de gestion du Doubs en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

#### **Conventions collectives**

Texte n° 49 Arrêté du 10 avril 2012 modifiant l'arrêté du 2 décembre 2011 portant extension d'accords et d'avenants examinés en sous-commission des conventions et accords du 8 novembre 2011.

### **JO n° 94 du 20 avril 2012**

#### **Culture et communication**

Texte n° 27 Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *1917*, au Centre Pompidou, Metz).

Texte n° 28 Arrêté du 11 avril 2012 relatif à la création et au fonctionnement de la mission ministérielle d'audit interne.

Texte n° 29 Arrêté du 11 avril 2012 relatif à la création et au fonctionnement du comité d'audit interne du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 56 Arrêté du 26 mars 2012 portant nomination au comité d'administration de la Comédie-Française.  
Texte n° 57 Arrêté du 10 avril 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée national Jean-Jacques Henner.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 30 Arrêté du 6 avril 2012 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, réservé aux élèves et anciens élèves de l'École nationale des chartes et aux candidats justifiant d'un titre ou diplôme, d'une formation ou d'une qualification reconnue équivalente à la troisième année de scolarité de cette école, et fixant le nombre de postes offerts à ce concours.

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 43 Décret du 18 avril 2012 portant nomination de la sous-préfète d'Issoire (M<sup>me</sup> Hélène Geronimi).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 63 Arrêté du 10 avril 2012 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des journalistes (n° 1480).

### **JO n° 95 du 21 avril 2012**

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 25 Arrêté du 27 mars 2012 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation du patrimoine).

Texte n° 60 Décret du 19 avril 2012 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Castelsarrasin (M. Raymond-Alexis Jourdain).

Texte n° 61 Décret du 19 avril 2012 portant nomination de la sous-préfète de Castelsarrasin (M<sup>me</sup> Myriam Garcia).

Texte n° 62 Décret du 19 avril 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Aisne (M. Grégory Canal).

Texte n° 63 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du sous-préfet d'Antony (classe fonctionnelle II) (M. Jean-Pierre Guardiola).

Texte n° 64 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du sous-préfet de Saint-Nazaire (classe fonctionnelle II) (M. Emmanuel Bordeau).

#### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 38 Arrêté du 18 avril 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 40 Arrêté du 18 avril 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 45 Arrêté du 5 avril 2012 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur « design graphique », option A « communication et médias imprimés », option B « communication et médias numériques ».

**Culture et communication**

Texte n° 67 Décret du 19 avril 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Alexandre Tisserant).

**Conventions collectives**

Texte n° 73 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

**JO n° 96 du 22 avril 2012****Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 36 Décret du 20 avril 2012 portant cessation de fonctions du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Centre, préfet du Loiret (M. Victor Devouge).

Texte n° 37 Décret du 20 avril 2012 portant nomination de la sous-préfète d'Aubusson (M<sup>me</sup> Aurore Le Bonnet).

Texte n° 38 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du sous-préfet de Saint-Julien-en-Genevois (M. Pierre Molager).

Texte n° 39 Décret du 20 avril 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin (classe fonctionnelle II) (M. Michel Theuil).

Texte n° 40 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin (classe fonctionnelle II) (M. Christian Riguët).

Texte n° 41 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Somme (classe fonctionnelle II) (M. Claude Fleutiaux).

Texte n° 42 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Guadeloupe (classe fonctionnelle II) (M. Jean-Philippe Setbon).

Texte n° 43 Décret du 20 avril 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Essonne (classe fonctionnelle III) (M. Gérard Péhaut).

**Culture et communication**

Texte n° 46 Décret du 20 avril 2012 portant intégration dans le corps des conservateurs du patrimoine (M<sup>mes</sup> Cécile Dazord et Manonmani Restif).

**JO n° 97 du 24 avril 2012****Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 5 Arrêté du 2 avril 2012 portant ouverture en 2013 de concours de recrutement externe, interne de professeur territorial d'enseignement artistique, spécialité « musique », disciplines « direction

d'ensembles vocaux et direction d'ensembles instrumentaux », par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne d'Île-de-France en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs.

**Culture et communication**

Texte n° 23 Décret n° 2012-543 du 23 avril 2012 relatif aux aides aux cinémas du monde.

Texte n° 24 Arrêté du 18 avril 2012 modifiant l'arrêté du 2 mars 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 41 Arrêté du 4 avril 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'Académie de France à Rome.

**Conventions collectives**

Texte n° 55 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe.

Texte n° 57 Avis relatif à l'extension de la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant.

Texte n° 58 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des espaces de loisirs, d'attractions et culturels.

**Avis divers**

Texte n° 99 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'une œuvre présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 *bis* 0A du Code général des impôts (pour les Arts décoratifs : collection de 3 693 boutons des XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ainsi que de sa documentation afférente et quelques objets liés à cette collection).

**JO n° 98 du 25 avril 2012****Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 15 Arrêté du 30 mars 2012 portant ouverture des concours externe et interne de professeur territorial d'enseignement artistique spécialité « musique », discipline « violon » (session 2013).

Texte n° 16 Arrêté du 30 mars 2012 portant ouverture des concours externe et interne de professeur territorial d'enseignement artistique spécialité « musique », discipline « formation musicale » (session 2013).

Texte n° 17 Arrêté du 3 avril 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 d'un concours d'accès au grade de professeur d'enseignement artistique.

**Culture et communication**

Texte n° 31 Arrêté du 12 avril 2012 relatif à la mise en œuvre de l'autorisation spéciale de travaux prévue aux articles L. 642-6 et D. 642-11 à D. 642-28 du Code du patrimoine.



Texte n° 32 Arrêté du 13 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Exils*, aux musées nationaux du xx<sup>e</sup> siècle des Alpes-Maritimes).

Texte n° 80 Arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2012 portant nomination au conseil de l'ordre des Arts et des Lettres.

Texte n° 81 Arrêté du 16 avril 2012 portant nomination du directeur général de l'établissement public du musée national Picasso-Paris (M. Laurent Sorbier).

#### **Fonction publique**

Texte n° 33 Décret n° 2012-551 du 23 avril 2012 relatif au versement en capital ou selon une périodicité autre que mensuelle des pensions relevant de l'article L. 90 du Code des pensions civiles et militaires de retraites.

Texte n° 82 Arrêté du 16 avril 2012 portant nomination au comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État.

Texte n° 83 Arrêté du 16 avril 2012 portant nomination au comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État.

#### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 74 Arrêté du 28 mars 2012 portant nomination (agent comptable : M<sup>me</sup> Marie-José Arnaud, Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet).

Texte n° 75 Arrêté du 28 mars 2012 portant nomination (agent comptable : M<sup>me</sup> Béatrice Gaudry, établissement public du château de Fontainebleau).

Texte n° 76 Arrêté du 28 mars 2012 portant nomination (agent comptable : M. Laurent Passelergue, musée national Picasso-Paris).

#### **Avis divers**

Texte n° 125 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *La politique culturelle en débat*, Comité d'histoire du ministère de la Culture ; *Histoire administrative du ministère de la Culture et de la Communication : 1959-2012*, Comité d'histoire du ministère de la Culture).

### **JO n° 99 du 26 avril 2012**

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 22 Arrêté du 26 mars 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de concours externe et interne de recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « musique », disciplines « chant », « flûte traversière » et « hautbois », par le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Bas-Rhin en convention avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs.

Texte n° 24 Arrêté du 2 avril 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de concours externe et interne de

recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « art dramatique ».

Texte n° 25 Arrêté du 2 avril 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de concours externe et interne de recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « arts plastiques », disciplines « histoire des arts », « peinture, dessins, arts graphiques », « sculpture, installation », « cinéma, vidéo », « photographie », « infographie et création multimédia », « graphisme, illustration », « design d'espace, scénographie », par le centre interdépartemental de gestion de la grande couronne d'Île-de-France en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs.

Texte n° 26 Arrêté du 12 avril 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de concours externe et interne de recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique, spécialité « musique », discipline « harpe », par le centre de gestion de l'Isère en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs et organisateurs.

#### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 52 Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2011 portant modalités d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 modifié relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations servies aux personnels civils de l'État ainsi qu'à certaines catégories de personnels militaires en fonctions en métropole, dans les départements d'outre-mer et à l'étranger.

Texte n° 54 Arrêté du 13 avril 2012 relatif à l'octroi de la garantie de l'État à l'établissement public du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exposition *Gerhard Richter - Panorama*.

#### **Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 64 Décret n° 2012-572 du 24 avril 2012 relatif au Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle.

#### **Culture et communication**

Texte n° 115 Arrêté du 23 avril 2012 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M. Frédéric Sallet).

Texte n° 116 Arrêté du 23 avril 2012 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée des Arts asiatiques Guimet (M. Frédéric Sallet).

#### **Conventions collectives**

Texte n° 141 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et des offices de commissaires-priseurs judiciaires.

Texte n° 152 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Texte n° 153 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

### **JO n° 100 du 27 avril 2012**

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 47 Arrêté du 2 avril 2012 portant ouverture d'un concours de professeur territorial d'enseignement artistique spécialité « musique », discipline « saxophone ».

Texte n° 48 Arrêté du 2 avril 2012 portant ouverture au titre de l'année 2013 de concours organisés pour le recrutement de professeurs territoriaux d'enseignement artistique spécialité « musique », disciplines « professeur d'accompagnement (musique et danse) », « culture musicale » et « écriture musicale ».

Texte n° 50 Arrêté du 6 avril 2012 portant ouverture de concours d'accès au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique spécialité « musique », disciplines « piano » et « professeur coordonnateur des musiques actuelles amplifiées (tous instruments) », session 2013, par le centre de gestion du Rhône en accord avec l'ensemble des centres de gestion coordonnateurs.

#### **Culture et communication**

Texte n° 92 Décret n° 2012-582 du 25 avril 2012 relatif à la Commission images de la diversité.

Texte n° 93 Arrêté du 12 avril 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologie du Calvados.

Texte n° 94 Arrêté du 12 avril 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique départemental de Maine-et-Loire.

Texte n° 95 Arrêté du 12 avril 2012 portant modification des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du centre archéologique du Var.

Texte n° 96 Arrêté du 12 avril 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société Ipso Facto.

Texte n° 97 Arrêté du 20 avril 2012 autorisant au titre de l'année 2012 l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement d'ingénieurs des services culturels et du patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 143 Décret du 25 avril 2012 portant nomination du président du conseil d'administration du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (M. Hervé-Adrien Metzger).

### **Commission nationale de l'informatique et des libertés**

Texte n° 151 Délibération n° 2012-113 du 12 avril 2012 portant autorisation unique de traitements de données à caractère personnel contenues dans des informations publiques aux fins de communication et de publication par les services d'archives publiques (décision d'autorisation unique AU-029).

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 166 Avis de vacance d'un emploi de directeur adjoint des affaires culturelles (Guadeloupe).

### **JO n° 101 du 28 avril 2012**

#### **Culture et communication**

Texte n° 45 Arrêté du 20 avril 2012 modifiant l'arrêté du 10 mai 1995 pris pour l'application du paragraphe III de l'article 6 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles et concernant le calcul des aides de réinvestissement.

Texte n° 46 Arrêté du 20 avril 2012 modifiant l'arrêté du 24 octobre 2003 fixant la composition de la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.

Texte n° 47 Arrêté du 23 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Edward Hopper*, aux Galeries nationales du Grand Palais).

Texte n° 48 Arrêté du 23 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Corps et ombres, Le Caravage et le caravagisme européen*, au musée des Augustins, Toulouse).

Texte n° 49 Arrêté du 23 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Babel*, au palais des Beaux-Arts de Lille).

#### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 70 Décret du 26 avril 2012 portant nomination de la sous-préfète de Louhans (M<sup>me</sup> Rozenn Caraes).

Texte n° 72 Décret du 26 avril 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Jura (M. Jean-Marie Wilhelm).

Texte n° 73 Décret du 26 avril 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Jura (M. Antoine Poussier).

#### **Fonction publique**

Texte n° 103 Décret du 26 avril 2012 portant nomination au Conseil commun de la fonction publique (Union interfédérale des agents de la fonction publique-Force ouvrière : M. Christian Grolier ; UNSA Fonction publique : M. Laurent Escure).

Texte n° 104 Arrêté du 19 avril 2012 modifiant l'arrêté du 2 mars 2012 portant nomination du président et des membres des jurys chargés d'apprécier les épreuves



d'accès au cycle préparatoire 2012 au concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration. Texte n° 105 Arrêté du 24 avril 2012 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État (FGF-FO : M. Christian Grolier ; UNSA-Fonction publique : M. Laurent Escure).

#### **Conseil supérieur de l'audiovisuel**

Texte n° 115 Décision n° 2012-244 du 27 avril 2012 fixant la durée des émissions relatives à la campagne électorale pour chaque candidat en vue du second tour du scrutin de l'élection du Président de la République et portant répartition de cette durée en nombre et durée d'émissions sur les antennes des sociétés nationales de programme.

Texte n° 116 Décision n° 2012-245 du 27 avril 2012 fixant les dates et ordre de passage des émissions de la campagne officielle radiotélévisée sur les antennes des sociétés nationales de programme en vue du second tour de l'élection du Président de la République.

#### **JO n° 102 du 29 avril 2012**

##### **Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 25 Arrêté du 25 avril 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Création, Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

##### **Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration**

Texte n° 47 Décret du 27 avril 2012 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault (M<sup>me</sup> Fabienne Ellul).

Texte n° 48 Décret du 27 avril 2012 portant nomination du sous-préfet du Vigan (M. Gilles Bernard).

Texte n° 49 Décret du 27 avril 2012 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron (M<sup>me</sup> Cécile-Marie Lenglet).

Texte n° 50 Décret du 27 avril 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Vienne (classe fonctionnelle III) (M. Yves Seguy).

Texte n° 51 Décret du 27 avril 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de l'Aveyron (M. Jean-François Moniotte).

##### **Conventions collectives**

Texte n° 72 Arrêté du 19 avril 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 2666).

Texte n° 90 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la verrerie travaillée mécaniquement au chalumeau.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLÉE NATIONALE

#### JO AN du 3 avril 2012

- M. Michel Hunault sur la mise en œuvre des dispositions de la loi du 11 février 2005 prévoyant l'accessibilité de tous les lieux publics, et notamment des musées nationaux, aux personnes handicapées. (Question n° 70734-09.02.2010).

- M. Thierry Lazaro sur le nombre de citoyens ayant demandé en 2009 la communication de documents les concernant, en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, tant auprès du ministère qu'auprès des administrations et services en dépendant. (Question n° 111875-28.06.2011).

- MM. Denis Jacquat et Thierry Lazaro sur les recommandations exprimées par la Cour des comptes dans son rapport public thématique intitulé « les musées nationaux après une décennie de transformations (2000-2010) ». (Questions n°s 112525-28.06.2011 ; 112526-08/06/2011 ; 112532-28/06/2011 ; 112548-28.06.2011 ; 112549-28.06.2011 ; 112555-28.06.2011).

- M. Éric Raoult sur la diffusion de la Télévision française, sur le continent nord-américain, plus particulièrement en Floride. (Question n° 117153-06.09.2011).

- M. Bernard Perrut sur la place réduite de la poésie dans la vie culturelle d'aujourd'hui aussi bien dans les émissions de radio ou de télévision. (Question n° 118944-04.10.2011).

- M. Michel Pajon sur les recommandations du président du Conseil supérieur de l'audiovisuel dans son rapport sur l'avenir de la télévision numérique terrestre (TNT) (question transmise). (Question n° 119835-08.10.2011).

- M. Philippe Meunier sur le statut professionnel des correspondants locaux de la presse régionale. (Question n° 120661-25.10.2011).

- M. Daniel Mach sur les lourdes menaces qui pèsent sur l'avenir du journal L'Indépendant. (Question n° 120662-25.10.2011).

- M. Jean-Pierre Brard sur le premier rapport d'activité de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur l'Internet (HADOPI). (Question n° 121353-01.11.2011).

- MM. Julien Dray, Michel Pajon, Jean-Luc Pérat, M<sup>me</sup> Martine Martinel, M. Hervé Féron et M<sup>me</sup> Anny Poursinoff sur les vives inquiétudes manifestées par les institutions musicales en l'occurrence celle de l'orchestre national d'Île-de-France suite à l'annonce de la baisse des subventions publiques.

(Questions n°s 121832-15.11.2011 ; 122325-22.11.2011 ; 122326-22.11.2011 ; 123430-06.12.2011 ; 123936-13.12.2011 ; 123937-13.12.2011).

- M<sup>me</sup> Catherine Coutelle sur les moyens dévolus à l'association International Visual Theatre (IVT). (Question n° 122518-22.11.2011).

- M. Hervé Féron, M<sup>me</sup> Marie-Françoise Pérol-Dumont, MM. Jean-Yves Le Déaut, Christian Eckert, François Lamy, Paul Durieu, M<sup>mes</sup> Sandrine Mazetier, Patricia Adam, Marie-Lou Marcel, Martine Martinel, MM. Guy Delcourt, Jack Lang, Dominique Baert, M<sup>mes</sup> Françoise Branget, Michèle Delaunay, MM. Michel Vauzelle et Laurent Cathala sur la hausse de la TVA pour le secteur du livre.

(Questions n°s 122944-22.11.2011 ; 123827-06.12.2011 ; 124419-13.12.2011 ; 124436-13.12.2011 ; 125669-27.12.2011 ; 125673-27.12.2011 ; 126008-10.01.2012 ; 126513-17.01.2012 ; 126973-24.01.2012 ; 126974-24.01.2012 ; 126975-24.01.2012 ; 126976-24.01.2012 ; 126977-24.01.2012 ; 127993-07.02.2012 ; 128363-14.02.2012 ; 128507-14.02.2012 ; 128508-14.02.2012).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur la prime versée aux architectes ayant participé à un marché de maîtrise d'œuvre et qui n'ont pas été retenus par le jury de concours. (Question n° 123634-06.12.2011).

- M. Jacques Remiller la disparition des ZPPAUP au profit des AVAP (aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) (question transmise). (Question n° 123830-06.12.2011).

- M. Marc Le Fur sur la proposition de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale de fiabiliser la mesure de la fréquentation des lieux subventionnés dédiés aux arts plastiques en région et de procéder à une évaluation des programmations des FRAC et de procéder à une enquête de satisfaction des visiteurs, en prenant en considération leur âge et leur familiarité ou non avec les lieux d'art contemporain.

(Questions n°s 124480-20.12.2011 ; 124481-20.12.2011).

- M. Jean-Patrick Gille sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.  
(Question n° 124828-20.12.2011).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier et M<sup>me</sup> Marie-Christine Dalloz sur le nouveau dispositif forfaitaire établi entre la SACEM et l'Association des maires de France.  
(Questions n°s 124914-20.12.2011 ; 126405-17.01.2012).
- M. Marc Le Fur sur la proposition de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale d'améliorer les mesures d'audience des différentes composantes de l'audiovisuel extérieur de la France et harmoniser la méthodologie.  
(Question n° 125323-27.12.2011).

#### **JO AN du 17 avril 2012**

- M. Marc Dolez sur l'importance d'une reconnaissance effective du patois du nord.  
(Question n° 128096-14.02.2012).
- M<sup>me</sup> Michèle Tabarot sur la situation de la presse écrite.  
(Question n° 126835-24.01.2012).
- M. Michel Terrot sur les droits liés à la propriété intellectuelle des architectes.  
(Question n° 124800-20.12.2011).
- M. Pierre-Christophe Baguet sur le respect de la langue française sur le territoire national dans les échanges commerciaux nationaux, comme le prévoit l'article 2 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994, dite loi Toubon (question transmise).  
(Question n° 124168-13.12.2011).
- M. Alain Bocquet sur les préoccupations des diffuseurs de presse.  
(Question n° 118307-20.09.2011).
- MM. Thierry Lazaro et Denis Jacquat sur l'intérêt que présentent les récentes recommandations de la Cour des comptes relatives aux musées nationaux, notamment celle, en matière de politiques tarifaires et de gratuité, visant à amplifier les mesures à destination des publics scolaires et établir des « passerelles » entre visites scolaires et visites familiales.  
(Questions n°s 112566-28.06.2011 ; 112543-28.06.2011).
- M. Patrice Martin-Lalande sur le calendrier de la publication d'un certain nombre de textes d'application de la loi n° 2009-258 du 5 mars 2009 relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision.  
(Question n° 106087-26.04.2011).
- MM. Pierre Morel-A-L'Huissier et Daniel Boisserie sur le rapport de la Cour des comptes sur la gestion des musées nationaux depuis dix ans.  
(Questions n°s 105091-12.04.2011 ; 100170-15.02.2011).
- M. Philippe Tourtelier sur l'application de la loi relative à la communication audiovisuelle et au nouveau service public de la télévision.  
(Question n° 103406-29.03.2011).
- M. Bernard Carayon sur le projet de création d'un musée de l'Histoire de France annoncé en 2009 par le Président de la République.  
(Question n° 95340-07.12.2010).

### **SÉNAT**

#### **JO S du 5 avril 2012**

- M. Jean-Claude Leroy sur les conséquences de la hausse de la TVA dans le secteur du livre.  
(Question n° 21659-29.12.2011).
- M<sup>me</sup> Marie-Hélène Des Esgaulx sur la place dévolue aux bénévoles dans le processus d'archéologie préventive.  
(Question n° 22658-01.03.2012).
- M. Jean-Patrick Courtois sur l'intégration de la magie dans la classification des arts.  
(Question n° 22857-08.03.2012).

#### **JO S du 12 avril 2012**

- M. Jean-Jacques Lozach sur le soutien en faveur de la tapisserie d'Aubusson et des arts textiles.  
(Question n° 17044-03.02.2011).

#### **JO S du 19 avril 2012**

- M. Michel Boutant sur la problématique du recrutement des enseignants d'art par les collectivités territoriales et leurs établissements.  
(Questions n°s 19433-14.07.2012 ; 21620-22.12.2011).
- M. Gérard Le Cam sur l'appel à fréquence de la radio locale Radio Bonheur, des Côtes-d'Armor.  
(Question n° 20228-29.09.2011).
- M. Dominique Watrin sur la marginalisation croissante de la langue française au profit du « tout anglais » à tous les niveaux : médias, y compris médias publics, entreprises privées et services publics, mais aussi recherche publique, universités, grandes écoles, et jusqu'à l'école maternelle où l'on veut initier les enfants à l'anglais à un âge où les structures du français ne sont pas encore acquises.  
(Question n° 21558-22.12.2011).
- M. Marcel Rainaud sur la situation de l'Orchestre national d'Île-de-France.  
(Question n° 23296-05.04.2012).

Divers

Annexe de l'arrêté MCCC1207059A du 30 mars 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 12 avril 2012).

**Commune d'Arras**  
**Service des musées de France :**  
*Musée du Louvre, département des peintures*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 984 ; CI 876	Anonyme (Flandres, xvi <sup>e</sup> )	La Descente de croix	peinture à l'huile ; bois	H. : 49 ; H. : 67 (volets ouverts)	1896	récolé-vu
INV 2765 ; MR 1228	Bouliard Marie-Geneviève (M <sup>me</sup> )	Aspasie	peinture à l'huile ; toile sur toile	H. : 146 ; L. : 125	1876	récolé vu
INV 1323 ; B 266	Heemskerck Egbert van	Intérieur de tabagie	peinture à l'huile ; bois	H. : 59,2 ; L. : 83,3	1876	récolé-vu
INV 6318 ; B 2098	Van Loo Louis-Michel (d'après)	Portrait à mi-corps de Louis XV	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 113	1872	récolé-vu

*Musée du Louvre, département des sculptures*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
LL 315 ; N 15-899	Béguin Maurice	Buste de Jouvenet	marbre	H. : 77,5 ; L. : 61 ; P. : 47	1885	récolé-vu

**Service des arts plastiques :**  
*Fonds national d'art contemporain*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC FH 866-040	Berthon Nicolas	Pendant la messe, souvenir d'Auvergne	peinture à l'huile ; toile	H. : 153 ; L. : 315	1866	récolé-vu
FNAC PFH 2700	Bonvin François	Intérieur de cabaret	peinture à l'huile ; toile	H. : 55 ; L. : 65	1862	récolé-vu
FNAC FH 864-39	Breton Émile-Abélard	Un ouragan	peinture à l'huile ; toile	H. : 155 ; L. : 251	1864	récolé-vu
FNAC PFH 6126	Cagny-Dallemagne de Augustine-Philippe-Polixène-Virginie ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de Napoléon III	peinture à l'huile ; toile		1864	récolé-vu
FNAC 1431	Caille Léon-Émile	Le Départ pour l'école		H. : 65,4 ; L. : 54	1900	récolé-vu
FNAC PFH 6132	Chaudet Antoine-Denis (d'après)	Buste de Napoléon I <sup>er</sup>	taille ; marbre		1856	récolé-vu
FNAC 622	Chigot Eugène-Henri-Alexandre	Saint-Josse ; la légende des barques miraculeuses	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 409	1897	récolé-vu
FNAC 2189	Desvarreux Raymond	Vers la frontière	peinture à l'huile ; toile	H. : 175 ; L. : 300,5	1907	récolé-vu
FNAC 147	Génois Henry	Dévouement d'Eustache de Saint-Pierre et de cinq autres notables bourgeois de Calais, en 1345	peinture à l'huile ; toile	H. : 325 ; L. : 262	1882	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH 2696	Glaize Auguste-Barthélémy	Spectacle de la folie humaine	peinture à l'huile ; papier marouflé sur toile	H. : 142 ; L. : 300	1874	récolé-vu
FNAC PFH 2702	Hedouin Pierre-Édmond-Alexandre	Moulin arabe	peinture à l'huile ; toile	H. : 68 ; L. : 90	1849	récolé-vu
FNAC PFH-5216	Langlois Jean-Charles, le colonel (dit)	La Bataille de Polosk	peinture à l'huile ; toile	H. : 141 ; L. : 195,5	1841	récolé-vu
FNAC FH 866-183	Leray Prudent ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de l'impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile		1865	récolé-vu
FNAC FH 867-183	Levy Henri-Léopold	Joas sauvé du massacre des petits-fils d'Athalie	peinture à l'huile ; toile	H. : 312,5 ; L. : 237,5	1867	récolé-vu
FNAC 1716	Marec Victor	L'aïeule	peinture à l'huile ; toile	H. : 185 ; L. : 272	1891	récolé-vu
FNAC FH 865-238	Penguilly-l'Haridon Octave	Cavalier dictant une lettre à un moine	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 60	1874	récolé-vu
FNAC FH 865-293	Schützenberger Louis-Frédéric	Europe enlevée par Jupiter	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 223	1865	récolé-vu
FNAC 12	Yvon Adolphe	César ; les horreurs de la guerre	peinture à l'huile ; toile	H. : 101 ; L. : 168,8	1879	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté MCCC1207061A du 30 mars 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 13 avril 2012).**

### Commune de Baugé

#### Service des arts plastiques :

#### *Fonds national d'art contemporain*

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 2163	Benoit-Lévy Jules	Vieux pêcheur hollandais	peinture à l'huile ; toile	H. : 45 ; L. : 32,5	1908	récolé-vu
FNAC 1897	Desportes Henriette	Les pauvres gens ; 1906	peinture	H. : 238 ; L. : 280	1908	récolé-vu
FNAC 1809	Le Royer Léon	Le Bois de Crégy	peinture à l'huile ; toile	H. : 40,6 ; L. : 65	1907	récolé-vu



**Calendrier 2012 des recrutements pour l'accès en formation initiale et continue organisés par les établissements d'enseignement supérieur habilités (diplôme d'État de professeur de musique).**

Établissements	Concours d'entrée et examens	Disciplines domaines et options	Date limite de dépôt des dossiers d'inscription	Dates des concours d'entrée et examens		Renseignements conditions d'accès retrait des dossiers
				Phase 1	Phase 2	
Cefedem Normandie 65, rue Orbe 76000 Rouen	DE Formation initiale et continue	- Enseignement instrumental ou vocal* - Formation musicale - Accompagnement* - Direction d'ensembles* (* tous domaines et options)	26/07/2012 24/06/2012 pour les candidats ne répondant pas aux conditions d'accès	30/08/2012 20/09/2012	Du 10/09 au	M. Yanik Lefort Directeur  Tél : 02 32 76 07 08  Musique@cefedem-normandie.fr  www.cefedem-normandie.fr
	DE Formation partielle ou accès direct aux épreuves terminales	- Enseignement instrumental ou vocal* - Formation musicale* - Accompagnement* - Direction d'ensembles* (* tous domaines et options)	24/06/2012	Entretiens du 10/09 au 22/09/2012		
Cefedem Bretagne Pays de la Loire 32, rue Émile Péhant 44000 Nantes	DNSPM/DE En partenariat avec le Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne Pays de la Loire	- Instrumentiste, domaines classique à contemporain (flûte traversière, clarinette, hautbois, basson, saxophone, violon, alto, violoncelle, contrebasse, trompette, trombone, cor, tuba, guitare, piano, harpe) - Instrumentiste et chanteur, domaine musiques traditionnelles (aires culturelles bretonnes et celtiques) - Direction d'ensembles vocaux	15/05/2012	26/06/2012	Du 05/07 au 10/07/2012	M. Michel Hubert Directeur  Tel : 02 40 89 90 50  www.cefedem-ouest.org
	DE Formation continue	- Enseignement instrumental ou vocal* - Formation musicale - Accompagnement* - Direction d'ensembles* (*tous domaines et options)	15/05/2012	18/06/2012	Du 02/07 au 06/07/2012	
Cefedem Bretagne Pays de la Loire Direction déléguée Formation continue Villa Carmélie 55, rue Pinot Duclous 22000 Saint-Brieuc						M <sup>me</sup> Nicole Martin M. Erwan Burban  Tel : 02 96 75 14 07  www.cefedem-ouest.org  saint-brieuc@cefedem-ouest.org

Établissements	Concours d'entrée et examens	Disciplines domaines et options	Date limite de dépôt des dossiers d'inscription	Dates des concours d'entrée et examens		Renseignements conditions d'accès retrait des dossiers
				Phase 1	Phase 2	
Cesmd de Poitou-Charentes 10, rue de la Tête Noire BP 15 86001 Poitiers Cedex	DNSPM/DE	- Enseignement instrumental ou vocal domaine classique à contemporain (options : saxophone, piano, violon, alto, violoncelle, contrebasse) domaine musique ancienne (instruments à préciser avec l'établissement) domaine musiques traditionnelles (options : aires culturelles autres que francophones et occitanophones, instruments à préciser avec l'établissement)	15/05/2012	8/06/2012	Du 02/07 au 07/07/2012	M <sup>me</sup> Anne-Sophie Martinez  Tel : 05 49 60 59 34  cesmd-musique@orange.fr  www.cesmd-poitoucharentes.org
	DE Formation initiale	- Enseignement instrumental ou vocal domaine classique à contemporain (options : tous instruments hors concours commun avec DNSPM, chant) domaine musiques traditionnelles (options : aires culturelles autres que francophones et occitanophones, instruments à préciser avec l'établissement) domaine jazz (instruments à préciser avec l'établissement) domaine musiques actuelles amplifiées (options : instruments à préciser avec l'établissement, chanson) - Formation musicale	15/05/2012	08/06/12	Du 09/07 au 13/07/2012	
École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse (CESMD) 12, place Saint-Pierre 31000 Toulouse	DE Formation initiale et continue	Enseignement instrumental ou vocal* Formation musicaleAccompagnement* Direction d'ensembles, option ensembles vocaux (*tous domaines et options)	15/05/2012	Du 25/06 au 28/06/2012	Du 04/07 au 06/07/2012	Secrétariat  Tel : 05 34 25 70 25  cesmd@cesmd-toulouse.fr  www.cesmd-toulouse.fr
Cefedem Sud 7, boulevard Lakanal 13400 Aubagne	DE Formation initiale	- Enseignement instrumental ou vocal* - Formation musicale- Accompagnement * - Direction d'ensembles, options ensembles vocaux (* tous domaines et options)	15/05/2012	01/06/2012	À compter du 25/06/2012	M <sup>me</sup> Bettina Besucco Tel : 04 42 70 07 00 cefedem-sud@wanadoo.fr www.cefedem-sud.com

Établissements	Concours d'entrée et examens	Disciplines domaines et options	Date limite de dépôt des dossiers d'inscription	Dates des concours d'entrée et examens		Renseignements conditions d'accès retrait des dossiers
				Phase 1	Phase 2	
Cefedem Rhône-Alpes 14, rue Palais Grillet BP 2024 69226 Lyon Cedex 02	DE Formation initiale	- Enseignement instrumental ou vocal* - Formation musicale- Accompagnement * - Direction d'ensembles* (* tous domaines et options)	30/06/2012	Du 09/09 au 23/09/2012		M <sup>me</sup> Sandrine Desmurs Tel : 04 78 38 40 00 cefedem@cefedem-rhonealpes.org
Pôle d'enseignement supérieur de la musique en Bourgogne 36-38, rue Chabot Charny 21000 Dijon	DNSPM/DE	Département de musique instrumentale (musique classique à contemporaine)	02/06/2012	29/06/2012	Du 30/06 au 13/07/2012	Secrétariat  Tel : 03 80 58 98 90 contact@pesm-bourgogne.fr  www.pesm-bourgogne.fr
		Département de musique vocale (musique ancienne à contemporaine, chanteur et chef de chœur)	21/04/12	11/05/2012	Du 18/05 au 20/05/2012 (chanteur) Les 25/05 et 26/05/2012 (chef de chœur)	
		Département de musiques actuelles (jazz et musiques actuelles amplifiées, chanteur et instrumentiste)	21/04/12	11/05/2012	Du 14/05 au 16/05/2012 (maa) Du 21/05 au 23/05/2012 (jazz)	
Cefedem Lorraine 2, rue du Paradis BP 24081 57040 Metz Cedex 1	DE Formation initiale	Enseignement instrumental ou vocal* Formation musicale Accompagnement* Direction d'ensembles* (*tous domaines et options)	15/05/2012	Du 25 au 28/06/2012	Du 04 au 06/07/2012	Secrétariat Tel : 03 87 74 28 38 contact@cefedem-lorraine.fr www.cefedem-lorraine.fr

**Diplôme d'État de professeur de musique**  
**Liste des établissements habilités par**  
**discipline, domaines et options**

**CEFEDM Île-de-France - Rueil-Malmaison :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options, ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

**CEFEDM Normandie :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options, ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

**Pôle d'enseignement supérieur spectacle vivant Bretagne/Pays de la Loire (CEFEDM Bretagne/Pays de la Loire) :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options, ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

**CEFEDM Aquitaine :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musiques traditionnelles, jazz et musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse.

**Centre d'études supérieures de musique et de danse de Poitou-Charentes :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse.

**École d'enseignement supérieur des beaux-arts et du spectacle vivant de Toulouse (CESMD) :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique

ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;

- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline formation musicale ;
- discipline direction d'ensembles, option, ensembles vocaux.

**CEFEDM Sud :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, option, ensembles vocaux.

**CEFEDM Rhône-Alpes :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, musiques traditionnelles, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options, ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

**Pôle d'enseignement supérieur de la musique de Bourgogne :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, option, musique ;
- discipline direction d'ensembles, option, ensembles vocaux.

**CEFEDM Lorraine Metz :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, musique ancienne, jazz, musiques actuelles amplifiées ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, options, musique et danse ;
- discipline direction d'ensembles, options, ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.

**Association de préfiguration du pôle supérieur d'enseignements artistiques Nord - Pas-de-Calais :**

- discipline enseignement instrumental ou vocal, dans les domaines classique à contemporain, jazz ;
- discipline formation musicale ;
- discipline accompagnement, option, musique ;
- discipline direction d'ensembles, options, ensembles instrumentaux et ensembles vocaux.



**Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 12I).****Juillet 2007**

10 juillet 2007	M <sup>me</sup> ORTEGA-CARTUCHI Alexandra-Toa	Toulouse
-----------------	---	----------

**Septembre 2008**

30 septembre 2008	M. MUSSIER Julien	Nancy
-------------------	-------------------	-------

**Septembre 2009**

30 septembre 2009	M <sup>lle</sup> PEXOTO Laurye	Nancy
-------------------	--------------------------------	-------

30 septembre 2009	M. RICHARD Matthieu	Nancy
-------------------	---------------------	-------

**Septembre 2010**

30 septembre 2010	M <sup>lle</sup> ANXIONNAT Bénédicte	Nancy
-------------------	--------------------------------------	-------

30 septembre 2010	M. DAVAL Thibault	Nancy
-------------------	-------------------	-------

**Septembre 2011**

30 septembre 2011	M <sup>lle</sup> BLESCH Sabrina	Nancy
-------------------	---------------------------------	-------

30 septembre 2011	M <sup>lle</sup> KALICHKOVA Kristina	Nancy
-------------------	--------------------------------------	-------

30 septembre 2011	M. LEDUC Raphaël	Nancy
-------------------	------------------	-------

30 septembre 2011	M. SID ROUHOU Chaker	Paris-Val de Seine
-------------------	----------------------	--------------------

**Novembre 2011**

2 novembre 2011	M. GRANDVAUX Frédéric	Paris-Val de Seine
-----------------	-----------------------	--------------------

**Janvier 2012**

19 janvier 2012	M <sup>lle</sup> LEDUC Claire	Paris-Val de Seine
-----------------	-------------------------------	--------------------

27 janvier 2012	M. CAILLON Romain	Paris-Val de Seine
-----------------	-------------------	--------------------

29 janvier 2012	M. BAKARY-GANDO Pierre	Paris-Val de Seine
-----------------	------------------------	--------------------

**Février 2012**

6 février 2012	M <sup>lle</sup> CAMPOS QUEIROS DE SA Rafaëla	Paris-Val de Seine
----------------	---	--------------------

6 février 2012	M <sup>lle</sup> FOUCHÉ Maureen	Paris-Val de Seine
----------------	---------------------------------	--------------------

6 février 2012	M <sup>lle</sup> JOISIN Mélanie	Paris-Val de Seine
----------------	---------------------------------	--------------------

6 février 2012	M <sup>lle</sup> LE BERRE-BESSET Elsa	Paris-Val de Seine
----------------	---------------------------------------	--------------------

6 février 2012	M. SVETOSLAVOV KOSTOV Christian	Paris-Val de Seine
----------------	---------------------------------	--------------------

7 février 2012	M. CAUDRON Xavier	Paris-Val de Seine
----------------	-------------------	--------------------

7 février 2012	M. DUPONT Jean-Charles	Paris-Val de Seine
----------------	------------------------	--------------------

7 février 2012	Mlle FELLAT Kenza	Paris-Val de Seine
----------------	-------------------	--------------------

7 février 2012	M. GALANT Thomas	Paris-Val de Seine
----------------	------------------	--------------------

7 février 2012	Mlle LEMOINE Marie-Charlotte	Paris-Val de Seine
----------------	------------------------------	--------------------

7 février 2012	Mlle MARCHAND Virginie	Paris-Val de Seine
----------------	------------------------	--------------------

7 février 2012	M. VORON Nans	Paris-Val de Seine
----------------	---------------	--------------------

8 février 2012	M <sup>lle</sup> GREIVELDINGER Camille	Versailles
----------------	--	------------

9 février 2012	M. BEAUVILLAIN DE MONTREUIL Laurent	Paris-Val de Seine
----------------	-------------------------------------	--------------------

9 février 2012	M <sup>lle</sup> BENJAMIN Audrey	Paris-Val de Seine
----------------	----------------------------------	--------------------

9 février 2012	M <sup>me</sup> DELARUE Marie-Ange (ép. DUCOIN)	Versailles
----------------	---	------------

9 février 2012	M <sup>lle</sup> LE BLAINVAUX Lara	Versailles
----------------	------------------------------------	------------

9 février 2012	M <sup>lle</sup> LEULIER Laura	Paris-Val de Seine
----------------	--------------------------------	--------------------

10 février 2012	M. ARCHINARD Bruno	Versailles
-----------------	--------------------	------------

10 février 2012	M <sup>lle</sup> BEN AMARA Nibelle	Paris-Val de Seine
-----------------	------------------------------------	--------------------

10 février 2012	M <sup>lle</sup> BERNARD Marion	Paris-Val de Seine
-----------------	---------------------------------	--------------------

10 février 2012	M <sup>lle</sup> DEBAERE Clémentine	Versailles
10 février 2012	M <sup>lle</sup> DEHE Anne-Sophie	Versailles
10 février 2012	M. GENESTAR Alexandre	Versailles
10 février 2012	M <sup>lle</sup> HENRIOT Marie	Versailles
10 février 2012	M <sup>lle</sup> JANUEL Eva	Paris-Val de Seine
10 février 2012	M. LEMÉE Bertrand	Paris-Val de Seine
10 février 2012	M <sup>lle</sup> TOSONI Elisabetta	Paris-Val de Seine
21 février 2012	M <sup>lle</sup> DAULON Sophie	Paris-Val de Seine
21 février 2012	M <sup>lle</sup> RAMBALDI Clara-Maria	Paris-Val de Seine
22 février 2012	M. DINH Tuan Dung	Paris-Val de Seine
22 février 2012	M. TESSIER David	Paris-Val de Seine
22 février 2012	M <sup>lle</sup> VOLLÉ Marie	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. ARNOUX Clément Marie Philippe	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. CHANTHALO Davy	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M <sup>lle</sup> CHAUVIN Lucile	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M <sup>lle</sup> DELANNOY Anne	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. ERNU Rémy	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. FOULQUIER Thierry	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. HEIN Jérôme	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. HUANG Hung-Yu	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. JOUDRIER Benjamin	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M <sup>lle</sup> LOUTRE Rebecca	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. MINATCHY Laurent	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. ROBIDA Grégoire	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. SERRALUNGA Antoine	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M. SPERLING Jérôme	Paris-Val de Seine
24 février 2012	M <sup>lle</sup> TOCANNE Chloé	Paris-Val de Seine

# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Pour un renouvellement, n° d'abonné :** .....

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 50€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) Le coupon et le règlement, établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication, sont à retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, **M<sup>me</sup> Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.